

Assemblée réunie  
de la Commission communautaire commune

Verenigde Vergadering van de  
Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

Séance plénière  
du vendredi 8 juillet 1994

Plenaire vergadering  
van vrijdag 8 juli 1994

SEANCE DU MATIN

OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE

INHOUDSOPGAVE

	Pages
EXCUSE	103
PROJET D'ORDONNANCE:	
Projet d'ordonnance portant approbation de la Convention sur les substances psychotropes et des annexes, faites à Vienne le 21 février 1971	103
Discussion générale. — <i>Orateur</i> : M. Léon Paternoster, rapporteur	103
PROJETS D'ORDONNANCE, BUDGET ADMINISTRATIF ET INTERPELLATION JOINTE AUX BUDGETS:	
Projet d'ordonnance ajustant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 1994	104
Projet d'ordonnance ajustant le budget général des dépenses de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 1994	104
Budget administratif ajusté de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 1994	104
Interpellation jointe aux budgets de M. Michiel Vandenbussche à MM. Jos Chabert et Dominique Harmel, Membres du Collège réuni compétents pour la Politique de Santé, concernant « les ajustements du budget des voies et moyens 1994, art. 38.01 et 48.01 : remboursements de paiements indus »	104

	Blz.
VERONTSCHULDIGD	103
ONTWERP VAN ORDONNANTIE:	
Ontwerp van ordonnantie houdende goedkeuring van het Verdrag inzake psychotrope stoffen en van de bijlagen, opgemaakt te Wenen op 21 februari 1971	103
Algemene bespreking. — <i>Spreker</i> : de heer Léon Paternoster, rapporteur	103
ONTWERPEN VAN ORDONNANTIE, ADMINISTRATIEVE BEGROTING EN AAN DE BEGROTINGEN TOEGEVOEGDE INTERPELLATIE:	
Ontwerp van ordonnantie houdende de aanpassing van de middelenbegroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1994	104
Ontwerp van ordonnantie houdende de aanpassing van de uitgavenbegroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1994	104
Aangepaste administratieve begroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1994	104
Aan de begrotingen toegevoegde interpellatie van de heer Michiel Vandenbussche tot de heren Jos Chabert en Dominique Harmel, leden van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, betreffende « de aanpassing van de middelenbegroting 1994, art. 38.01 en 48.01: terugbetalingen van ten onrechte gedane betalingen »	105
	101

	Pages		Blz.
Discussion générale conjointe. — <i>Orateurs</i> : Mme Brigitte Grouwels, rapporteuse, M. Michel Duponcelle, Mme Magdeleine Willame-Boonen, MM. Michiel Vandebussche, Bernard Guillaume, Dolf Cauwelier, Thierry de Looz-Corswarem, MM. Jos Chabert et Dominique Harmel, membres du Collège réuni	105	Samengevoegde algemene bespreking. — <i>Spreekers</i> : mevrouw Brigitte Grouwels, rapporteur, de heer Michel Duponcelle, mevrouw Magdeleine Willame-Boonen, de heren Michiel Vandebussche, Bernard Guillaume, Dolf Cauwelier, Thierry de Looz-Corswarem, de heren Jos Chabert en Dominique Harmel, leden van het Verenigd College	105
MODIFICATIONS APPORTEES AU REGLEMENT:		WIJZIGINGEN AANGEBRACHT AAN HET REGLEMENT:	
Discussion	118	Bespreking	118
QUESTION ORALE:		MONDELINGE VRAAG:	
De M. Dolf Cauwelier à MM. Jos Chabert et Dominique Harmel, membres du Collège réuni compétents pour la Politique de Santé, concernant « le choix comme thème de recherche, par l'Observatoire de la santé, de l'incapacité qu'ont les personnes défavorisées, à Bruxelles, de payer les soins de santé »	120	Van de heer Dolf Cauwelier aan de heren Jos Chabert en Dominique Harmel, leden van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, betreffende « de onbetaalbaarheid van de gezondheidszorg voor Brusselse kansarmen als onderzoeksthema voor het Centrum voor gezondheidsobservatie »	120

PRESIDENCE DE M. EDOUARD POULLET, PRESIDENT  
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER EDOUARD POULLET, VOORZITTER

— La séance plénière est ouverte à 9 h 35.

De plenaire vergadering wordt geopend om 9 u. 35.

**M. le Président.** — Je déclare ouverte la séance plénière de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune du vendredi 8 juillet 1994.

Ik verklaar de plenaire vergadering van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van vrijdag 8 juli 1994 geopend.

**EXCUSE — VERONTSCHULDIGD**

**M. le Président.** — A prié d'excuser son absence: M. Maison.

Verontschuldigt zich voor zijn afwezigheid: de heer Maison.

**PROJET D'ORDONNANCE PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION SUR LES SUBSTANCES PSYCHOTROPES ET DES ANNEXES, FAITES A VIENNE LE 21 FEVRIER 1971**

*Discussion générale*

**ONTWERP VAN ORDONNANTIE HOUDENDE GOEDKEURING VAN HET VERDRAG INZAKE PSYCHOTROPE STOFFEN EN VAN DE BIJLAGEN, OPGEMAAKT TE WENEN OP 21 FEBRUARI 1971**

*Algemene bespreking*

**M. le Président.** — Mesdames, Messieurs, l'ordre du jour appelle la discussion générale du projet d'ordonnance.

Dames en Heren, aan de orde is de algemene bespreking van het ontwerp van ordonnantie.

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

La parole est à M. Paternoster, rapporteur.

**M. Léon Paternoster,** rapporteur. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Membres du Collège réuni, Chers Collègues, votre Commission de la Santé s'est réunie le 10 juin dernier pour examiner ce projet d'ordonnance.

Lorsque, début juin, j'ai réceptionné le courrier concernant cette ordonnance, j'ai immédiatement consulté le *Petit Robert* pour connaître la signification exacte du mot « psychotrope ». Cet adjectif se dit des médicaments qui agissent sur le psychisme, soit comme stimulant, soit comme calmant, soit

comme générateur de trouble. Cela m'a amené à consulter les définitions de « psychisme » et de « psychique ». Ce dernier a un synonyme assez intéressant: « mental ». En d'autres termes, il s'agit de substances qui concernent l'esprit, la pensée.

L'exposé des motifs indique que notre Assemblée doit approuver cette Convention parce qu'elle comporte un article relatif à la santé publique et à la coopération dans ce domaine pour lesquelles elle est compétente dans notre Région en vertu de la Constitution et de l'article 63 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative à nos institutions qui renvoie notamment aux articles 5 et 16 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980. L'article dont question ci-avant porte le n° 20 de la Convention. Cette dernière a pour objet de lutter contre l'abus et le trafic des substances synthétiques dont les effets nocifs peuvent agir sur le comportement et l'humeur ainsi qu'engendrer une dépendance.

Les substances sont classées en quatre tableaux.

La prévention et le dépistage des substances psychotropes sont prévues ainsi que le traitement, l'éducation, la post-cure, la réadaptation et la réintégration sociale des personnes intéressées.

Comme la Commission communautaire commune sera amenée à prendre des mesures de prévention et de traitement des toxicomanes, la présente Convention est soumise à notre Assemblée.

Notre pays n'avait jusqu'à présent pas pensé devoir adhérer à la Convention car la plupart des substances reprises aux tableaux I et II sont soumises, chez nous, depuis 1946, au système de contrôle repris dans la Convention. Par ailleurs, les exigences de la Convention pour les substances reprises aux tableaux III et IV sont loin de garantir un contrôle optimal.

La situation a évolué. L'augmentation des abus constatés dans notre pays et le fait que la Convention a été ratifiée par la plupart de nos voisins font craindre que la Belgique ne devienne une plaque tournante dans le commerce illicite des produits classés aux tableaux III et IV.

De plus, l'harmonisation de notre législation avec celle de nos voisins s'avère nécessaire dans le cadre de l'accord de Schengen ainsi que du Traité de Rome instituant la CEE, et plus particulièrement depuis l'insertion par le Traité de Maastricht d'un titre relatif à la santé publique.

Ces considérations ont incité le Ministre fédéral des Affaires étrangères, par lettre du 26 mai 1993, à nous demander de soumettre à l'approbation de notre Assemblée, la Convention de Vienne. C'est par ces mots que le Ministre Chabert a commencé son exposé introductif à notre séance de commission.

Il a poursuivi en justifiant les raisons de l'approbation de ladite Convention et décrit le parcours du projet au Conseil d'Etat.

Au cours de la discussion générale, un membre s'est interrogé sur le point de savoir s'il ne fallait pas modifier le programme en dix points établi dans le cadre de la Concertation

Toxicomanie-Bruxelles et concernant également l'actualisation de la liste de substances psychotropes. Le Ministre y a consacré une longue réponse.

D'autres membres ont interrogé les Ministres pour savoir quels étaient les pays européens qui n'avaient pas encore ratifié la Convention, si, au nouveau fédéral — Chambre et Sénat — cela avait eu lieu et sur la portée générale du texte.

Un commissaire a proposé que les rapports des discussions dans les autres assemblées soient joints.

Le Ministre a rappelé que l'essentiel des compétences est du ressort de pouvoir fédéral et qu'il fallait dès lors se limiter aux aspects qui concernent spécifiquement notre Assemblée.

Finalement, après une longue discussion, un consensus a été proposé par la Présidente de la Commission et on est passé au vote de l'article unique du projet d'ordonnance qui a été adopté par 5 voix et 3 abstentions.

Je remercie les services du Conseil qui m'ont aidé dans la rédaction de ce rapport.

Si vous le permettez, Monsieur le Président, j'interviendrai maintenant brièvement, au nom de mon parti, le PS.

Tout texte législatif qui a pour objet de lutter contre l'abus et le trafic de substances synthétiques, telles que les amphétamines, les sédatifs-hypnotiques et les hallucinogènes, dont les effets nocifs peuvent agir sur le comportement et l'humeur ainsi qu'engendrer une dépendance, recevra toujours l'appui de notre parti.

Notre adhésion sera d'autant plus soutenue qu'en cette période de crise économique, certains qui se sentent exclus de la société se laissent parfois aller à des écarts que l'on peut qualifier d'inadmissibles.

Les systèmes de contrôle doivent être plus sévères pour prévenir les abus des substances psychotropes.

Le Collège aura toujours notre appui afin d'assurer le dépistage, le traitement, l'éducation, la post-cure, la réadaptation et la réintégration sociale des personnes intéressées.

L'évolution inquiétante des dernières années justifie la mise en application de la Convention. Nous ne voulons pas que notre pays devienne la plaque tournante d'un trafic des substances psychotropes.

Nous sommes donc partisans que notre législation s'harmonise avec celle de nos voisins européens.

Pour toutes ces raisons, le PS votera positivement votre projet d'ordonnance, Messieurs les Ministres, membres du Collège réuni compétents pour la politique de la Santé. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

**M. le Président.** — Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non.*)

Vraagt iemand het woord? (*Neen.*)

— La discussion générale est close.

De algemene bespreking is gesloten.

#### DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE BESPREKING VAN HET ENIG ARTIKEL

**M. le Président.** — Nous passons à la discussion de l'article unique du projet d'ordonnance.

Wij vatten de bespreking van het enig artikel van het ontwerp van ordonnantie aan.

**Article unique.** La Convention sur les substances psychotropes et les annexes, faites à Vienne le 21 février 1971, sortiront leur plein et entier effet en ce qui concerne la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale.

**Enig artikel.** Het Verdrag inzake psychotrope stoffen en de bijlagen, opgemaakt te Wenen op 21 februari 1971, zullen volkomen uitwerking hebben wat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad betreft.

Pas d'observations?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

**M. le Président.** — Nous procéderons tout à l'heure au vote nominatif sur l'ensemble du projet d'ordonnance.

Wij zullen straks stemmen over het geheel van het ontwerp van ordonnantie.

#### PROJET D'ORDONNANCE AJUSTANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1994

#### PROJET D'ORDONNANCE AJUSTANT LE BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1994

#### BUDGET ADMINISTRATIF AJUSTE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1994

#### INTERPELLATION JOINTE AUX BUDGETS:

— INTERPELLATION DE M. MICHIEL VANDENBUSSCHE A MM. JOS CHABERT ET DOMINIQUE HARMEL, MEMBRES DU COLLEGE REUNI COMPETENTS POUR LA POLITIQUE DE SANTE, CONCERNANT « LES AJUSTEMENTS DU BUDGET DES VOIES ET MOYENS 1994 ART. 38.01 ET 48.01: REMBOURSEMENTS DE PAIEMENTS INDUS »

*Discussion générale conjointe*

#### ONTWERP VAN ORDONNANTIE HOUDENDE DE AANPASSING VAN DE MIDDELENBEGROTING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEEN- SCHAPSCOMMISSIE VOOR HET BEGROTINGS- JAAR 1994

#### ONTWERP VAN ORDONNANTIE HOUDENDE DE AANPASSING VAN DE UITGAVENBEGROTING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEEN- SCHAPSCOMMISSIE VOOR HET BEGROTINGS- JAAR 1994

#### AANGEPASTE ADMINISTRATIEVE BEGROTING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEEN- SCHAPSCOMMISSIE VOOR HET BEGROTINGS- JAAR 1994

**AAN DE BEGROTINGEN TOEGEVOEGDE INTERPELLATIE:**

— **INTERPELLATIE VAN DE HEER MICHIEL VANDENBUSSCHE TOT DE HEREN JOS CHABERT EN DOMINIQUE HARMEL, LEDEN VAN HET VERENIGD COLLEGE BEVOEGD VOOR HET GEZONDHEIDSBELEID, BETREFFENDE « DE AANPASSING VAN DE MIDDELENBEGROTING 1994 ART. 38.01 EN 48.01: TERUGBETALINGEN VAN TEN ONRECHTE GEDANE BETALINGEN »**

*Samengevoegde algemene bespreking*

**M. le Président.** — Mesdames, Messieurs, l'ordre du jour appelle la discussion générale conjointe des projets d'ordonnance et du budget administratif et l'interpellation jointe de M. Vandebussche.

Dames en Heren, aan de orde is de samengevoegde algemene bespreking van de ontwerpen van ordonnantie en de administratieve begroting en de toegevoegde interpellatie van de heer Vandebussche.

La discussion générale conjointe est ouverte.

De samengevoegde algemene bespreking is geopend.

Het woord is aan mevrouw Grouwels, rapporteur.

**Mevrouw Brigitte Grouwels, rapporteur.** — Mijnheer de Voorzitter, de eerste wijziging van de begroting 1994 van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreft grosso modo drie punten.

1. een financiële solidariteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie met het Gewest, gezien de krapte van de Gewestmiddelen en de batige financiële situatie van de Commissie;

2. een aanzienlijke verhoging, namelijk met 190 miljoen frank, in de ordonnancements in de sector gezondheid voor reeds vroeger besliste vastleggingen voor bouwwerken aan ziekenhuizen;

3. enkele nieuwe initiatieven.

De financiële solidariteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie met het Gewest slaat op drie elementen:

— de 5 procent van het Gemeentefonds voor de OCMW's, namelijk 336 miljoen frank worden door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zelf betaald, in de plaats van door het Gewest.

— de Commissie komt tussenbeide voor 50 miljoen in kabinetskosten en kosten van de Raad, daar waar dit vroeger allemaal door de Gewestbegroting werd betaald.

— de Commissie komt eveneens tussenbeide voor 6 miljoen in de huur van de gebouwen waarin onder meer de administratie van de Commissie is ondergebracht, ook een uitgave die vroeger door de Gewestbegroting werd gedekt.

De nieuwe initiatieven in de Gezondheidssector betreffen projecten van beschut wonen, begeleiding van slachtoffers in ziekenhuizen en bijdragen voor syndicale afvaardigingen. In de afdeling « Bijstand aan personen » worden middelen uitgetrokken voor de informatisering van de 19 Brusselse OCMW's.

De hier voorgestelde begrotingsaanpassingen hebben voor gevolg dat de begroting 1994 niet meer in evenwicht is. Er wordt zwaar geput uit de reserves van de bicommunautaire sector. Deze zijn echter niet eindeloos. De solidariteit van om en bij de

400 miljoen met de Gewestbegroting kan waarschijnlijk in 1995 niet herhaald worden, zonder de financiering van de bicommunautaire materies in gevaar te brengen vanaf 1996.

In de bespreking in commissie is op deze solidariteit met de Gewestbegroting ingegaan. Er is benadrukt dat de behoeften in de bicommunautaire sector steeds groter worden, terwijl de middelen aangetast worden. Er werd evenwel begrip getoond voor de moeilijke situatie van de Gewestbegroting.

*(M. Jan Béghin, premier Vice-Président,  
remplace M. Edouard Poulet au fauteuil présidentiel)*

*(De heer Jan Béghin, Eerste Ondervoorzitter,  
vervangt de heer Edouard Poulet als Voorzitter)*

De Minister verschaftte uitleg bij een gezamenlijke beslissing van het Verenigd College en het College van de Franse Gemeenschapscommissie inzake subsidiëring van een vzw die een fonds beheert voor de terugbetaling aan de werkgevers van de bezoldiging van vakbondsafgevaardigden in bepaalde gezondheids- en welzijnssectoren. Een lid pleitte ervoor dat wanneer de bicommunautaire sector tot akkoorden wil komen met de monocommunautaire sector, systematisch de Vlaamse Gemeenschap hierbij betrokken zou worden. Er dienen hiertoe formules gevonden te worden die rekening houden met de nieuwe institutionele logica van het Sint-Michielsakkoord.

Verder werd nog gewezen op de groeiende wanverhouding tussen de investeringen in de sector van de bijstand aan personen en de werkingsmiddelen voor het eigenlijke beleid. Het ruime bijkomende bedrag van 190 miljoen investeringen is nodig omdat een reeks lang geplande werkzaamheden in een stroomversnelling komen, zoals de eindfase van de werken aan het Sint-Anna-, het Sint-Remi- en het Sint-Elisabethziekenhuis.

Voorts werden nog een aantal informatieve vragen gesteld, die de Minister duidelijk beantwoord heeft. Hiervoor verwijs ik graag naar het verslag.

De gewijzigde Middelenbegroting werd aanvaard met 17 stemmen voor bij 1 onthouding. De gewijzigde Uitgavenbegroting werd aanvaard met 16 stemmen voor, 1 stem tegen en 1 onthouding. Mijnheer de Voorzitter, na dit verslag van de bespreking in de commissie wil ik nu het standpunt van de CVP-fractie weergeven.

De CVP-fractie ziet in deze begrotingsaanpassing het zwaarste teken aan de wand dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest steeds slechter opgewassen is tegen zijn taken. 400 miljoen wordt uit de reserves van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie gehaald om uitgaven te financieren die in het verleden door het Gewest werden betaald. Dit jaar kan dit nog geen kwaad, omdat de reserves nog ruim zijn, maar volgend jaar kan deze operatie zich zeker niet herhalen. In de bicommunautaire sector groeien de noden immers zeer snel.

Wij willen de tweetalige sector zeker niet overboord gooien. Heel wat Brusselaars voelen zich immers zeer goed in een tweetalige omgeving, maar slechts op voorwaarde dat men hen respecteert. Een andere zaak is dat, zoals de Minister zeker weet, deze sector bestaat dank zij de middelen van het federale niveau. Ik herinner eraan dat de Vlamingen hierin een ruime bijdrage en zelfs de ruimste bijdrage leveren.

De bicommunautaire ziekenhuizen in Brussel monocommunautair maken is hoe dan ook niet betaalbaar, noch voor de Franse Gemeenschapscommissie noch voor de Vlaamse Gemeenschap. Daarom pleit ik bij deze gelegenheid nogmaals voor een effectief tweetalige sector. De misnoegdheid van de Nederlandstaligen die in deze Brusselse ziekenhuizen

terecht komen is zeer groot en groeit nog met de dag. Naast de vereiste tweetaligheid moet bovendien ook aandacht worden besteed aan de andere talen die in ons Gewest, hoofdstad van Europa en grootstad met een belangrijke migratie, worden gesproken. Zo verdient zeker het Engels, de enige wereldtaal, grotere aandacht.

Ik wil hier ook mijn ongerustheid uitspreken over een bepaalde interpretatie van de toepassing van het Sint-Michielsakkoord. Sommigen menen dat de recente asymmetrische staats hervorming het overleg en samenwerking tussen de bicommunautaire sector en de Franstalige monocommunautaire sector enerzijds en de Vlaamse monocommunautaire sector anderzijds in Brussel onmogelijk heeft gemaakt. Dit is natuurlijk larie en apekool. Als er al een probleem inzake overleg en samenwerking bestaat dan moet daarvoor een oplossing worden gevonden. Ik breng dit punt hier ter sprake omdat in de begrotingswijziging wordt verwezen naar een gezamenlijke beslissing van het Verenigd College en het College van de Franse Gemeenschapscommissie inzake de subsidiëring van een vzw die een sociaal fonds beheert. Het verbaasde mij dat hierbij nergens over de Vlaamse Gemeenschap werd gesproken. In zijn toelichting heeft Minister Harmel aangetoond dat er geen bicommunautaire financiële middelen naar monocommunautaire initiatieven worden overgeheveld. Alle kritiek hieromtrent is dus ongegrond. Toch is mij nog steeds niet duidelijk waarom de Vlaamse Gemeenschap geen belangstelling heeft voor dit initiatief. Lost zij dit soort zaken gewoonlijk zelf op of werd zij gewoonweg nooit op de hoogte gesteld van dit initiatief onder het voorwendsel dat het te moeilijk is om in de nieuwe institutionele context overleg met de Vlaamse Gemeenschap te plegen?

Mijn ongerustheid heeft te maken met een mogelijke evolutie in het overleg tussen de verschillende beleidsverantwoordelijken voor welzijn en gezondheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Dit zijn de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie en de Vlaamse Gemeenschap of de Vlaamse Gemeenschapscommissie. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie komen blijkbaar zonder problemen tot overleg, tot gezamenlijke initiatieven en misschien zelfs tot een geharmoniseerde regelgeving. Mijnheer Chabert, wanneer de bicommunautaire sector met de monocommunautaire sector akkoorden sluit, moet de Vlaamse Gemeenschap daarbij systematisch worden betrokken. Ik verwacht van u een duidelijk antwoord in deze kwestie. Ter zake moeten zeker nog formules worden uitgewerkt die rekening houden met de nieuwe institutionele logica van het Sint-Michielsakkoord.

Zeer vele decreten van de Vlaamse Gemeenschap hebben reeds een zogenaamd Brussels onderdeel, waarin dan rekening wordt gehouden met de specifieke situatie van de tweetalige grootstad. Dit is een belangrijk gegeven. De Brusselse onderdelen zijn uitgewerkt in nauw overleg met de Vlaamse Brusselse beleidsverantwoordelijken. Overleg, misschien ook gezamenlijke initiatieven en op elkaar afgestelde regelgeving tussen de bicommunautaire en de monocommunautaire sector zullen nodig zijn om op het Brusselse territorium bepaalde problemen efficiënt aan te pakken. Moet de samenspraak gebeuren rechtstreeks met de Vlaamse Gemeenschap? Kan de VGC de gesprekspartner zijn? Op al deze vragen moet de Vlaamse Gemeenschap een antwoord bieden. Want, ook de Brusselse Vlamingen willen meespreken en in Brussel hun verantwoordelijkheid opnemen inzake armoedebestrijding, drugsbeleid enzovoort.

Er moet zo snel mogelijk een duidelijk antwoord komen op de vraag hoe inzake welzijn en gezondheid met de Vlaamse Gemeenschap in Brussel op een efficiënte wijze kan worden overlegd en gecoördineerd. Aan Franstalige kant lijkt hierover

de grootste verwarring te bestaan waarbij de stelling overheerst dat met de Vlamingen niet meer kan worden gepraat. Ik verwijs met name naar wat een van onze Collega's van ECOLO hierover tijdens de commissiewerkzaamheden zei.

Mijnheer de Minister, wanneer er nieuwe initiatieven ontstaan en gezamenlijke beslissingen worden genomen tussen de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franstalige Gemeenschapscommissie moet er voortaan systematisch en op een controleerbare wijze worden nagegaan of de Vlaamse Gemeenschap zich hierbij wenst aan te sluiten of niet. Het Belgisch communautaire pact is gebaseerd enerzijds op de gelijkheid tussen de gemeenschappen op federaal vlak en anderzijds op de gelijkheid van de gemeenschappen op het Brusselse vlak. Wie dit evenwicht verbreekt, breekt België. Ik hoop dat, wat ik heb aangehaald, geen onrechtstreekse en arglistige wijze van handelen wordt om het evenwicht op het Brusselse vlak te verbreken. De verantwoordelijkheid van de Brusselse Franstaligen voor het voortbestaan van België is uitermate groot. (Applaus.)

**M. le Président.** — La parole est à M. Duponcelle.

**M. Michel Duponcelle.** — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Chers Collègues, nous discutons aujourd'hui d'un ajustement budgétaire qui — il faut bien le dire — se résume à peu de chose, même si les montants sont relativement importants.

Globalement, mon groupe n'a pas d'opposition philosophique à la démarche suivie par le Collège réuni. Le principe de solidarité entre les différentes institutions régionales est un principe que nous acceptons et qui est d'ailleurs constitutionnel. Il n'y a donc pas d'opposition majeure au fait qu'une institution puisse subvenir pour un temps aux besoins d'une autre et marquer ainsi sa solidarité, surtout en ce qui concerne le poste de 50 millions qui constitue finalement la responsabilisation de notre institution vis-à-vis du fonctionnement de son pouvoir exécutif et de l'Assemblée elle-même.

Cependant, ce transfert nous inquiète parce que 400 millions n'est pas une petite somme pour le budget de la Commission communautaire commune; cela correspond pratiquement au quart du budget que nous votons annuellement. Bien sûr, ce montant est dû à un retard dans les ordonnancements en matière d'infrastructure. Cet argent sera donc récupéré un jour. Mais la question est de savoir si cet argent ne pouvait pas servir à autre chose. Même si l'on peut marquer son accord sur le principe, ne pouvait-on pas profiter au sein de la Commission communautaire commune de cet argent disponible?

Comme on le sait, les recettes de l'Assemblée bicommunautaire sont cadencées et nous n'aurons donc pas plus d'argent dans le futur. Par contre, l'étude mise sur pied par la Commission des Affaires sociales à la suite du premier rapport sur l'état de la pauvreté à Bruxelles, démontre combien les besoins, eux, ne sont pas cadencés puisqu'ils sont en perpétuelle augmentation. Notre groupe s'inquiète donc de cette solidarité qui ne va que dans un sens et il s'interroge sur le fait que, lorsque les besoins se feront sentir dans l'autre sens, il n'y aura pas, ce jour-là, une majorité pour aider la Commission communautaire commune à assumer l'ensemble des besoins de la population bruxelloise.

Nous serons donc attentifs à ce que les résolutions votées par l'ensemble des groupes démocratiques de cette Assemblée soient adoptées et prises en considération par le Gouvernement.

Notre ville est aujourd'hui confrontée à une augmentation importante du nombre des minimexés, surtout parmi les jeunes qui se voient exclus du chômage. Etait-ce le moment d'instaurer

une solidarité entre le budget qui doit aider les CPAS à faire face à cette demande et le budget régional ? En effet, les CPAS vont devoir accueillir ces jeunes, leur permettre de se réinsérer, de se loger et d'assumer leur subsistance; le travail des assistants sociaux va être accru. Était-ce bien le moment de créer cette solidarité ? La question est posée. Ne pouvait-on pas, pour cette année, créer des études, des formations spécifiques des assistants sociaux des CPAS pour mener à bien la prise en compte de cette nouvelle donne sociale ? Et je ne parle pas de l'amélioration des travailleurs sociaux qui sont occupés dans les institutions que nous subsidions — qu'il s'agisse des IMP ou des maisons de repos —, dans des conditions spéciales souvent difficiles. Je le répète : était-ce donc le moment de créer cette solidarité ? C'est une question à laquelle mon groupe trouve difficilement une réponse.

**M. le Président.** — La parole est à Mme Willame.

**Mme Magdeleine Willame-Boonen.** — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Chers Collègues, j'ai écouté très attentivement Mme Grouwels et je voudrais simplement ajouter à ce qu'elle a affirmé que nous sommes les premiers à regretter qu'il n'y ait pas eu symétrie entre l'évolution institutionnelle de la Communauté française et de la COCOF, d'une part, la Région flamande et la COCON d'autre part.

L'ajustement du budget de la Commission communautaire commune, en temps ordinaire, susciterait peu de commentaires. Force est de constater que l'ajustement 1994 se singularise dans la mesure où il consacre une solidarité voulue par le Gouvernement entre la Commission et la Région. Cette mesure justifie, pour le PSC, que l'on porte à cet ajustement une attention toute particulière.

Nous comprenons que la Région, pour des raisons d'équilibre budgétaire en 1994, décide de ne pas verser au budget de la CCC les 336 millions venant du Fonds des Communes et destinés aux CPAS. Nous avons enregistré, Messieurs les Ministres, que cette mesure d'économie sur le budget régional ne remet pas en question les subsides aux CPAS. Il est demandé au budget de la Commission de financer cette dépense légale par ses excédents de trésorerie accumulés sur les années antérieures.

Le PSC qui a voté l'ajustement du budget régional voici quelques semaines apportera son appui aux modifications budgétaires proposées aujourd'hui. Il souhaite néanmoins signifier au Gouvernement et au Collège réuni que la reconduction, en 1995, d'une telle mesure lui paraît tout à fait exclue et cela, pour deux raisons majeures. Tout d'abord, effectuer une nouvelle ponction dans la trésorerie de la Commission placerait celle-ci, dès 1996, dans une situation où le recours à l'emprunt devrait être envisagé. Le PSC veut éviter que l'on doive un jour équilibrer le budget de la Commission en recourant à l'emprunt.

Par ailleurs, le PSC est extrêmement attentif à la bonne exécution des programmes d'investissements hospitaliers, que ce soit la fin du programme 89-94 ou la mise en œuvre du nouveau programme quinquennal. Pour le PSC, il est exclu que toute nouvelle ponction sur les moyens de la CCC décidée par un autre pouvoir — en l'occurrence le Gouvernement gérant les matières régionales — puisse entraîner quelque retard dans le secteur hospitalier privé.

Aussi je souhaiterais, Messieurs les Ministres du Budget et de la Santé, que vous rassuriez l'assemblée réunie de la non-récurrence à cette mesure.

**M. Jos Chabert,** Membre du Collège réuni compétent pour la Politique de Santé. — J'en prends bonne note, Madame.

**Mme Magdeleine Willame-Boonen.** — Vous m'en voyez réjouie, Monsieur le Ministre.

Les deux autres efforts demandés à la Commission au titre de solidarité, à savoir, d'une part, le coût des rémunérations des membres de Cabinet traitant des matières bicommunautaires évalué à 50 millions — peut-on avoir plus de détail sur la manière dont l'évaluation en a été faite ? — et, d'autre part, l'intervention dans les frais de location du bâtiment où est installée l'Administration de la Commission ne posent pas, sur les principes, problème à mon groupe.

Au niveau des initiatives nouvelles, malgré la marge de manœuvre qui s'est réduite à la suite de cet effort de solidarité, le PSC est heureusement surpris par les initiatives nouvelles proposées à l'occasion de cet ajustement budgétaire et, en particulier, par celle visant les habitations protégées. Certes, les moyens dégagés sont faibles — 5 millions — mais permettront néanmoins de subsidier l'entretien et la rénovation des habitations.

Nous espérons qu'il s'agit d'un point de départ et que cette initiative recevra, à l'occasion de l'élaboration du budget 1995, des moyens accrus.

Le PSC se réjouit de voir s'inscrire au budget des montants qui étaient tombés en annulation et qui permettront d'achever les travaux des hôpitaux Sainte-Anne, Saint-Remy et Sainte-Elisabeth ainsi que les travaux de l'hôpital Saint-Pierre et au CPAS de Schaarbeek.

Pour conclure, si la trésorerie de la Commission est aujourd'hui largement bénéficiaire, il ne faut pas perdre de vue que les encours fin 1993 s'élevaient à environ un milliard et que les besoins exprimés par les institutions bicommunautaires à Bruxelles augmentent. De plus, le premier rapport sur l'état de la pauvreté à Bruxelles à montré — et la presse le reprend encore aujourd'hui — le manque de moyens des CPAS pour répondre aux demandes de la population en matière d'aide sociale. A cet égard, nous nous réjouissons du fait qu'un budget de 600 000 francs ait été inscrit dans le cadre de l'ajustement pour l'informatisation des dix-neuf CPAS. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Michiel Vandenburg om zijn interpellatie toegevoegd bij de begroting te houden.

**De heer Michiel Vandenburg.** — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer het Collegelid, Collega's, wij beleven vandaag iets nieuws. Voor het eerst krijgt de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voorrang op de vergadering van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad. Inderdaad, het Bureau achtte de problematiek van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zo belangrijk dat zij voorrang kreeg. Wat stel ik echter vast? De Voorzitter is even weg; van het College is er slechts één lid aanwezig; een ander Vlaams lid is net verdwenen en van de zijde van de Franstalige leden van het College is er geen belangstelling. Ik weet uiteraard dat de interesse van de raadsleden groot is en heb aandachtig naar hun verschillende uiteenzettingen geluisterd.

Mijn uiteenzetting is geen gewoon pleidooi in het kader van de bespreking van de begrotingsaanpassing van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, maar wel degelijk een interpellatie in de traditionele betekenis van het woord. Dat wil zeggen dat ik het Verenigd College echt om uitleg vraag en dat ik als raadslid niet akkoord ga met het gevoerde beleid.

Het is nu de derde keer dat ik moet interpelleren over een bedrag van 89,4 miljoen ingeschreven in de begroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Ik hoop dat het de laatste keer zal zijn. In ieder geval waarschuw ik het College nu al dat, indien ik geen bevredigend antwoord op mijn vraag

naar die 89,4 miljoen krijg, het de laatste keer is dat ik een begroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie goedkeur. (*Minister Harmel komt de zaal binnen.*) Ik ben blij dat ook het tweede Collegelid bevoegd voor de begroting binnenkomt.

**M. Dominique Harmel.** — J'étais en commission.

**De heer Michiel Vandebussche.** — Heren Collegeleden, uiteindelijk gaat het hier over de vraag of er geen geld verduisterd werd. Als dat het geval is, dan is het de politieke verantwoordelijkheid van het College om dit te onderzoeken.

Waarover gaat het? In de aangepaste middelenbegroting van 1994 staat een bedrag van 20 miljoen ingeschreven, dat nog door de federale overheid aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie moet worden terugbetaald omdat deze laatste in het verleden voor rekening van de federale overheid voorschotten heeft uitbetaald. Op 22 december 1993 heeft het bevoegd Collegelid daarover het volgende gezegd: « Het blijkt met betrekking tot het werkingsjaar 1988 dat heel wat instellingen voorschotten hebben ontvangen die het uiteindelijk toegekende subsidiebedrag soms ruimschoots overtroffen. Door een regularisatie-overeenkomst met het federale Ministerie van Volksgezondheid kan de GGC aanspraak maken op deze te recupereren sommen. De schuldvordering ten opzichte van de federale overheid heeft betrekking op de niet-gestorte saldi voor de jaren 1984 tot 1988 in de sector Bijstand aan personen. Een bedrag van 20 miljoen frank werd in de begroting 1994 van Volksgezondheid ingeschreven. De nodige stappen zullen binnenkort voor de inning worden gedaan ».

Ik neem aan dat die stappen zijn gedaan en dat die schuld van 20 miljoen binnenkort zal worden ingelost.

Daarnaast moet nog een som van 69,4 miljoen worden terugbetaald. Dit bedrag moet via de Franse Gemeenschapscommissie worden gerecupereerd. Het betreft aanzuiveringen van te veel betaalde subsidies in 1988, 1989 en het eerste semester van 1990 van instellingen die tot 30 juni 1990 tot de bicommunautaire sector behoorden en daarna voor de Franse Gemeenschap kozen.

Op 22 december van vorig jaar verschaftte het Verenigd College daarover uitleg. De Minister zegde dat oorspronkelijk 43 miljoen moest worden gerecupereerd, wat voor 4 miljoen al was gebeurd, maar voor 39 miljoen nog moest gebeuren. Mijn vraag aan de leden van het College is door wie die 39 miljoen moeten worden betaald en aan wie die 4 miljoen zijn betaald, en voor welk jaar. Is dat voor 1988? De Minister zegde in december vorig jaar dat er voor 1989 en voor het eerste semester van 1990 een lijst is van wie nog moet terugbetalen. Op de lijst die de Minister daaromtrent heeft ontvangen staan allerlei instellingen die terugbetaling verschuldigd zijn, in totaal goed voor 73 799 399 frank. Volgens de Minister gaat het om sommen voor 1988, 1989 en 1990, terug te betalen aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Ik vraag nu of er reeds betalingen zijn gebeurd. Zijn de reeds gerecupereerde 4 miljoen, waarover de Minister het had, van dat totaal af te trekken, zodat er maar 69 miljoen moet worden gerecupereerd? Deze concrete vraag stel ik zeker niet te laat want een half jaar geleden heb ik ze ook al gesteld.

Nu heb ik het over de verantwoordelijkheid van de Franse Gemeenschapscommissie. In december vorig jaar zegde de Minister dat de COCOF in 1991 een bedrag van 6,775 miljoen aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie heeft betaald, zonder te specificeren over welke instellingen het ging. Ik neem aan dat die som is af te trekken van die voornoemde 73 miljoen. Wij weten dus niet van welke instellingen het geld komt. Blijkbaar had één instelling betaald en de andere niet! Is er ondertussen iets gerecupereerd van de andere instellingen?

De Minister zegde vorig jaar dat de recuperatie van het grootste gedeelte van die 73 miljoen moet gebeuren via de Franse Gemeenschapscommissie, die de gelden op haar beurt moet doorstorten aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Hij zegde dat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie onmogelijk kan nagaan of al die instellingen reeds hebben terugbetaald. Het Verenigd College kan dat ook niet, alleen de COCOF kan dat.

Ik neem aan dat de leden van het Verenigd College die tevens lid zijn van de COCOF daarover enige duidelijkheid kunnen verschaffen. Het zou mij dan ook plezier doen dat het antwoord van het Verenigd College niet wordt gegeven door iemand die geen lid is van de COCOF, maar door de Begrotings-Minister, die verantwoordelijkheid draagt in de beide instellingen. Aangezien wij geld moeten krijgen van de COCOF neem ik aan dat hij over dit onderwerp iets meer kan zeggen.

Ik heb ook eens nagegaan of er ergens in de begroting van de COCOF sprake is van die 69,4 miljoen, die zij aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie moet betalen. Bij een eerste analyse vind ik daarvan geen enkel spoor terug. Misschien zijn de betrokken instellingen wel van plan dat geld aan de COCOF door te storten, maar is de COCOF blijkbaar niet van plan dat geld aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie door te storten, hoewel deze ter zake de eerste rechthebbende is. Het Ministerie van Volksgezondheid van zijn kant heeft op zijn begroting wel degelijk de 20 miljoen ingeschreven die het nog aan ons moet betalen.

Ik kan dan ook niet anders dan besluiten dat die 69,4 miljoen in de lucht hangt. Niemand weet waar dat geld uithangt. Geen enkele Minister aan wie ik daarover een vraag heb gesteld kan mij daarover een sluitend antwoord geven. Zit die 69,4 miljoen nog bij de instellingen of al bij de COCOF? Zeker is dat deze gelden nooit bij de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zijn terechtgekomen, vermits ze in onze begroting zijn ingeschreven als nog te recupereren sommen. 69,4 miljoen is geen klein bedrag en daarom dring ik erop aan dat men uitzoekt waar dat ergens mag zitten. In alle redelijkheid kan men immers beginnen vermoeden dat hier sprake is van verduistering. Wordt het dan ook geen tijd om, zoals de Minister op 22 december van vorig jaar reeds heeft gezegd, met alle mogelijke rechtsmiddelen de vorderingen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie te recupereren? Ik hoop dat het Verenigd College mij vandaag zal kunnen overtuigen dat zij inderdaad met alle mogelijke rechtsmiddelen heeft uitgezocht waar die 69,4 miljoen kan worden teruggevonden en hoe zij in onze kas kan terechtkomen. Als noch de instellingen, noch de COCOF, noch de ambtenaren, en vandaag ook niet de leden van het Verenigd College hierover uitsluitel kunnen geven, pleit ik ervoor dat een onafhankelijke instelling deze zaak onderzoekt. Concreet stel ik het Verenigd College voor dat zij aan het Hoog Comité van Toezicht vraagt deze taak op zich te nemen. (*Applaus.*)

**M. le Président.** — La parole est à M. Guillaume.

**M. Bernard Guillaume.** — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, membres du Collège réuni, Chers Collègues, il est de tradition, lorsqu'il s'agit de commenter les budgets, en général, et les ajustements, en particulier, de distinguer le problème récurrent de la forme et celui, plus essentiel, du contenu.

Mon collègue Claude Michel avait déjà eu le sentiment, l'année dernière, que la Commission communautaire commune était « traitée par-dessus la jambe » par les services du Ministre. Je ne sais si l'approche des vacances fait perdre tout souci de rigueur, mais je constate, une fois encore, que les documents



manquent souvent de précision quand ils ne sont pas carrément lacunaires: je pense, par exemple, aux « informations supplémentaires » censées nous éclairer sur le traitement des membres des cabinets et résumant à une formule lapidaire: « création d'une nouvelle allocation de base division 00, programme 00 », pour un ajustement de ... 50 millions! Je ne crois pas, en outre, que le traitement des affaires bicommunautaires — budgétairement modestes — par les membres des cabinets concernés justifie un tel montant.

Mais tout cela n'est rien par rapport au véritable bouleversement, savamment distillé par cet ajustement, qui intervient en plein mois de juillet caniculaire, l'espoir de la majorité étant peut-être que sa manœuvre passe inaperçue! Je veux en effet dénoncer cette volonté de transférer les moyens financiers de la Commission communautaire commune vers la Région bruxelloise, appauvrie à la suite de dépenses tous azimuts du Gouvernement actuel. En effet, l'exposé du Collège constate cyniquement, quant à lui, que « l'ajustement est en déséquilibre avec effet cumulatif de 642 millions » — diminution de 376 millions au niveau des recettes et augmentation de 266 millions au niveau des dépenses — et justifie cet effort de solidarité en faveur du budget régional — soit 400 millions dont 336 millions par la seule élimination du budget des Voies et Moyens des 5 pour cent du Fonds des communes aux CPAS — par une trésorerie florissante; cette technique que n'aurait pas désavouée le Gouvernement Dehaene, cumule les principes physiques des vases communicants et du tonneau des Danaïdes. Le verre plein se vide au profit d'un récipient sans fond. Il s'agit, en fait, d'un véritable renflouement artificiel du budget régional dont la situation catastrophique a été maintes fois dénoncée par les libéraux.

J'en arrive à l'analyse plus particulière de certains postes: je constate d'abord que les honoraires d'avocats, de médecins et les frais de justice — il s'agit de la division 01, programme 00, Activité 1.12.01 — ont été augmentés de plus d'un tiers. Je m'étonne de cet intérêt soudain et imprévisible pour le monde judiciaire et médical, d'autant qu'aucune explication complémentaire ne nous est donnée.

Quant à l'ajustement relatif aux frais de fonctionnement d'une délégation syndicale — 300 000 francs à la division 02, programme 01, activité 3.01.02 — ce poste me semble suspect; d'une part, rien ne justifie à mes yeux que ces montants transitent par une ASBL; d'autre part, on retrouve la même motivation pour un montant de 600 000 francs dans le cadre de l'aide aux personnes — division 03, programme 01, activité 3.01.03 — en manière telle que c'est près d'un million qu'on nous demande d'ajuster pour des dépenses qui devaient, en principe, être connues en début d'année budgétaire. La lecture des informations complémentaires ne nous est, bien entendu, d'aucun secours.

Un troisième et dernier poste qui a éveillé mon attention — et, pour tout dire, mon indignation — est l'accroissement de 1,8 million du subside octroyé pour une expérience de logement accompagné destiné à des anciens détenus — division 03, programme 4, activité 3.33.04. C'est toute une philosophie de société qui est ici en jeu: faut-il consacrer 10 millions à aider ceux qui ont provoqué des nuisances ou utiliser cet argent pour les véritables démunis qui ont encore suffisamment de civisme pour ne pas commettre de délits?

**M. Michel Duponcelle.** — Selon vous, ne s'agit-il pas des mêmes personnes?

Que voulez-vous? Qu'on les envoie dans des camps de concentration?

**M. Bernard Guillaume.** — Je n'ai pas dit cela, Monsieur Duponcelle, mais à mon avis, il vaudrait mieux se soucier des

vrais pauvres et des personnes agressées avant de s'occuper des délinquants.

**M. Paul Galand.** — C'est un discours scandaleux!

**M. Bernard Guillaume.** — Ou mieux encore ne faut-il pas consacrer ces 10 millions, aux personnes agressées qui sont les mal aimées de notre époque caractérisée par l'insécurité?

**M. Paul Galand.** — C'est le chômage qui crée l'insécurité!

**M. Bernard Guillaume.** — J'ai déjà eu l'occasion de souligner le problème en 1992, et le choix est fait en ce qui nous concerne.

**M. Paul Galand.** — On le sait que votre choix est fait!

**M. Bernard Guillaume.** — Je voudrais conclure en vous rappelant qu'en décembre 1993, j'avais attribué au Collège une note globalement médiocre mais j'avais reconnu certains efforts par rapport aux examens précédents, notamment la diminution de certains frais d'études, des frais de justice, des honoraires d'avocats et des jetons de présence. Je déplore que le Collège, via cet ajustement budgétaire, retombe dans ses travers.

En outre, j'avais commencé mon discours en citant la fable de la cigale et la fourmi. Je peux, cette fois encore, poursuivre dans cette voie en félicitant le gouvernement actuel de rivaliser d'originalité avec Jean de la Fontaine: lui-même n'aurait pas imaginé comme suite à sa fable le fait que la Région bruxelloise, reine des cigales, vienne chercher chez sa voisine fourmi, ce qu'elle a dépensé pendant ses premiers étés. Le groupe PRL n'aime pas les histoires immorales; il votera dès lors contre cet ajustement budgétaire. (*Applaudissements sur les bancs du PRL.*)

**M. Michel Duponcelle.** — C'est un scandale!

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Cauwelier.

**De heer Dolf Cauwelier.** — Mijnheer de Voorzitter, mijn uiteenzetting uit drie delen bestaan. Ik wil het ten eerste hebben over een formeel aspect, ten tweede over een inhoudelijk aspect en ten derde over wat er niet in de documenten staat.

De commissie heeft vergaderd op 24 juni. Het verslag werd goedgekeurd op maandag 27 juni en op 28 juni was ik in het bezit van de documenten die ik nodig had om op 24 juni de commissievergadering zinvol te kunnen bijwonen. Vanmorgen nog heb ik de griffier gecontacteerd om te vragen waar het gedrukte stuk 60-I blijft. Uit het verslag blijkt dat sommige commissieleden hebben doen opmerken dat zulk een werkwijze inzake de bespreking van de begroting niet kan. De Voorzitter, de heer Pouillet, heeft de commissieleden overhaald te vergaderen terwijl hij zeer goed wist dat dit op dat moment eigenlijk niet kon. Ook de collega's treft schuld omdat zij aanvaard hebben op die wijze te werken.

**De Voorzitter.** — Mijnheer Cauwelier, men bevestigt mij dat de stukken vorige week vrijdag werden verzonden, wat perfect binnen de in het reglement bepaalde termijn is. Misschien is er bij u iets misgelopen met de postbedeling, maar alle andere collega's hebben ze ontvangen.

**De heer Dolf Cauwelier.** — Mijnheer de Voorzitter, u praat over het stuk 60-II. Ik verzeker u dat het stuk 60-I niet werd rondgedeeld.

Mocht de bicommunautaire sector verdwijnen dan zullen al de betrokkenen boter op het hoofd hebben.

Ten tweede, inzake het inhoudelijke aspect wil ik het volgende zeggen.

*(De heer Edouard Poulet, Voorzitter,  
needt opnieuw als Voorzitter op.)*

*(M. Edouard Poulet, Président,  
reprend place au fauteuil présidentiel)*

Mijnheer de Minister, vermits ik er in de commissie niet de gelegenheid toe heb gehad, zal ik nu vijf vragen stellen. De bicommunautaire sector betaalt 50 miljoen voor de werking van de kabinetten en als dotatie aan de Raad. Vindt u het een correct antwoord wanneer u zegt dat het om een forfaitair bedrag gaat?

Ik vind dit in elk geval niet en wens hierover meer te weten. Bijvoorbeeld, welke kabinetten zijn betrokken bij de werking van de bicommunautaire sector? Immers, niet alle leden van de gewestregering maken deel uit van het College van de GGC.

Bedoelt u met « de Raad » alleen de Gewestraad of ook de Raden van de COCOF en de VGC? Zal met andere woorden het cadeau van de blijkbaar zeer rijke bicommunautaire sector volledig de gewestregering toekomen, of krijgen de anderen ook hun deel?

Ten tweede, ik merk dat precies dezelfde som aan investeringskredieten, namelijk 95 miljoen, voor de privé en de openbare ziekenhuizen in de begroting wordt ingeschreven. Het is toch raar dat krek hetzelfde bedrag voor beide wordt vrijgemaakt. Kan het College dit motiveren, niet alleen met politieke argumenten maar ook aan de hand van de feitelijke investeringsbehoeften?

Ten derde, verheug ik mij over de interpellatie van de heer Michiel Vandebussche die durfde te spreken over verduisterde gelden. Ik heb het eerder over « iergendwo zwevende gelden ». Ik ben tevreden dat hij het been stijf houdt.

Het is inderdaad de derde keer dat hij dezelfde vraag stelt, heren leden van het College. U hebt er u al twee keer kunnen uitpraten. Misschien is de heer Vandebussche het eindelijk beu en wacht hij niet zozeer op uw uitleg vandaag. Mijns inziens suggereert hij eerder dat het hoog tijd wordt om het Hoog Comité voor Toezicht in te schakelen. Dat is een grote stap. Het betreft hier uiteraard beleidsdaden van voor u en « onze tijd ». Maar als parlamentslid die controle wil uitoefenen op wat er met de gelden van de gemeenschap gebeurt, steun ik ten volle die vraag van de heer Vandebussche. Heren leden van het College, vindt u ook niet dat het moment is aangebroken om het Hoog Comité van Toezicht in te schakelen? Indien niet, waarom niet?

Ten vierde, — hier hou ik het been stijf — heb ik een vraag over het Centrum voor Maatschappelijke Documentatie waarvoor 6,4 miljoen frank wordt uitgetrokken. Hoewel het van activiteit verandert, blijft het bedrag hetzelfde. Tot daar toe. Ik heb echter ter zake reeds twee keer een vraag gesteld waarop men mij telkens antwoordde dat de medewerkers van het Centrum zesmaandelijks een overzichtsverslag opstellen dat bij de bevoegde commissie wordt ingediend. Worden die verslagen nog steeds door het Centrum opgemaakt? Indien ja, waar komen zij dan terecht? Waarom zijn ze nog steeds niet bij de Commissie ingediend?

Ten vijfde, de bicommunautaire sector — de heer Duponcelle en andere sprekers hebben daar al op gewezen — is blijkbaar zo rijk dat hij een vierde van zijn begroting royaal aan het Gewest cadeau kan doen. De gezondheids- en welzijnssector is heel solidair met het Gewest! Welnu, ik begrijp dat niet, want telkens als er een initiatief wordt voorgesteld voor de bicommunautaire sector — een boeiende sector overigens waarin beide

gemeenschappen elkaar ontmoeten — wordt dit afgewezen bij gebrek aan geld. Ik verwijs ter zake naar de vorige verslagen. Nu hebben wij ineens geld en kunnen wij het weggooien! Heren leden van het College, doet u dat van ganser harte?

Ten slotte, noch in document 60-1, noch in document 60-2 lees ik iets over de rol die het bicommunautair College moet spelen in de thans aan de gang zijnde herstructurering van de OCMW-ziekenhuizen.

Ook dit houdt verband met de solidariteit in het Gewest op het vlak van de bicommunautaire sector. Minister Picqué heeft een uitvoerige nota gepubliceerd over de financiële aspecten van de herstructurering van de OCMW-ziekenhuizen. Tijdens de bespreking is gebleken dat iedereen het erover eens is dat een financiële sanering noodzakelijk is, maar vertegenwoordigers van verschillende fracties waren van oordeel dat het niet volstaat de put te vullen wanneer niet tegelijkertijd wordt ingegrepen in het gezondheidsbeleid van de OCMW-ziekenhuizen. Minister Picqué heeft er evenwel op gewezen dat hij in staat voor het financieel beheer, doch dat hij niet bevoegd is voor de gezondheidszorg. Nochtans wordt via het protocol ook het College bij die problematiek betrokken. De Minister kan hier dus wel optreden. Het verwondert mij dan ook dat daarover in voorliggende tekst met geen woord wordt gerept. Het College heeft overigens niet eens de eerste stap gezet, aangezien de instantie die ter zake advies moet geven, nog niet werd geraadpleegd. In het bicommunautair College dat belast is met de gezondheids- en welzijnszorg wordt de sectie ziekenhuizen geacht de evolutie op het terrein te volgen en op vraag van het College of op eigen initiatief advies te verstrekken. Ik heb de jongste maanden herhaaldelijk contact genomen met de Voorzitter en met de leden van die sectie. Daaruit is gebleken dat officieel hun mening niet werd gevraagd over de recente evolutie op het terrein en evenmin over het ter beschikking stellen van 4 miljard aan de OCMW-ziekenhuizen. Intussen staat het vast dat de plannen ter zake inderdaad zullen worden uitgevoerd. Het is dan ook de hoogste tijd dat het bicommunautair College hieraan de nodige aandacht besteedt. Ik denk daarbij niet in de eerste plaats aan het financieel aspect, al is dit inderdaad niet onbelangrijk, maar vooral aan de herschikking, hervorming en coördinatie van de gezondheidszorg, die absoluut noodzakelijk zijn. Ik zal hierover in elk geval na het reces interpellieren. Vandaag vernam ik echter graag hoe het komt dat het College de documenten niet heeft doorgespeeld aan de Adviesraad en het evenmin nodig achtte advies te vragen.

**M. le Président.** — La parole est à M. de Looz-Corswarem.

**M. Thierry de Looz-Corswarem.** — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs, dès l'abord de la division 00 du budget, on est dans le bain des dépenses inconsidérées que se permettent nos Excellences. Le système se rend-il compte qu'en agissant de cette manière, il coupe la branche sur laquelle il perche? Bien sûr, c'est une bonne chose pour les Belges, mais voir les Bruxellois partir vers des cieux fiscaux meilleurs est évidemment une très mauvaise chose pour Bruxelles. Donc, au moment où tant de Belges souffrent, 50 nouveaux millions sont prévus en faveur d'un nouveau bataillon d'apparatchiks, donc de parasites vivant grassement aux crochets du contribuable. C'est évidemment inadmissible car ces 50 millions s'ajoutent aux centaines et centaines de millions que se sont déjà octroyés nos Excellences.

Autre point révoltant de ce budget: les 4 300 000 francs réservés aux avocats et médecins du système et qui s'ajoutent aux 9 millions déjà prévus.

A la division 1, on découvre 6 millions qui s'ajoutent aux 4 800 000 francs du budget initial pour l'achat de matériel

bureautique et informatique. Il serait intéressant que le Comité supérieur de contrôle aille voir ce qui se passe dans ce domaine car ces 10 800 000 francs s'ajoutent aux dizaines et dizaines de millions déjà dépensés les années précédentes pour l'acquisition de matériel similaire.

En ce qui concerne les frais d'études et assimilés, on constate que la méthode Javeau est très à la mode dans les milieux noyés par les totalitaires : 29 100 000 francs — rien que ça ! — pour la nomenclatura.

Comment approuver un budget où l'on découvre 6 300 000 francs octroyés aux syndicats, ces fossoyeurs du Royaume, les plus grands capitalistes de Belgique vivant des deniers avec le holding NEOS!

Le Front national ne peut approuver le budget d'un système qui ne cesse pas de parler de transparence mais qui jette dans les ténébres extérieures, donc dans l'ignorance, tout ce qui ne se laisse pas écraser par lui.

Impossible d'approuver ce budget ajusté car ceux qui ont noyauté le pouvoir bruxellois ont assez prouvé qu'ils sont extrêmement nuisibles. En effet, ils ont fait des provinces du sud de la Belgique un désert économique par leur inefficacité et leur manque d'éthique. Ce n'est pas le Front national qui le dit, mais le Secrétariat fédéral des *Groene priesters*, comme on dit à Bruxelles. Ce sera donc un non, avec regret, de la part du Front national car il y a tant à faire dans le domaine social à Bruxelles.

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Chabert, lid van het Verenigd College.

**De heer Jos Chabert**, lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Mijnheer de Voorzitter, mijn Collega, de heer Harmel zal antwoorden op de vragen in verband met de begroting, terwijl ik mij zal beperken tot de vragen gesteld door mevrouw Grouwels en de heer Vandebussche om daarna even in te gaan op de verdeling van het bedrag van 50 miljoen waarover de heer Cauwelier en mevrouw Willame het hebben gehad.

Wat het ter beschikking stellen van een bedrag van 300 000 frank door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreft, waarover mevrouw Grouwels heeft gesproken, kan ik het volgende zeggen.

Toen wij in 1989 de bevoegdheid kregen over de bicommunautaire materies, namelijk gezondheid en welzijn, bleek al vlug dat deze sectoren een achterstand moesten inhalen. Zij hadden immers sterk geleden onder de « ijskastsituatie » waarin Brussel ten gevolge van de politieke evolutie was terechtgekomen. Wij hebben toen een intersectoriële ronde-tafelbijeekoms t georganiseerd waar vertegenwoordigers van de inrichtende macht en van de representatieve werknemersorganisaties hun eisenbun dels op tafel konden leggen.

Een van de eisen opgenomen in het protocolakkoord dat deze intersectoriële ronde-tafelbijeekoms t in september 1991 besloot, was de mogelijkheid tot oprichting van een intersectoriële syndicale delegatie.

Deze vakbondseis bleek dezelfde zowel voor de bicommunautaire instellingen die ervoor in aanmerking komen, dus de privé-instellingen, als voor de Franstalige instellingen. Aldus worden, op basis van een autonome en afzonderlijke beslissing van het Verenigd College en van het College van de Franstalige Gemeenschapscommissie, toelagen toegekend aan een fonds opgericht in de vorm van een vzw waarvan de doelstelling uitsluitend het beheer van de middelen voor de syndicale organisatie betreft.

Een afzonderlijke conventie zal dit fonds verbinden met de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en met de Franstalige Gemeenschapscommissie.

Desalniettemin deel ik volkomen de bezorgdheid van mevrouw Grouwels, om in Brussel, op het vlak van de persoonsgebonden materies, de band met de Nederlandstalige sector te onderhouden en dezelfde antwoorden te formuleren voor dezelfde problemen.

Het wettelijk kader bepaalt dat het Brussels lid van de Vlaamse Regering de vergaderingen van het Verenigd College met raadgevende stem bijwoont, idem dito langs Franstalige kant. Voor het overige zijn wij aangewezen op wat men kan noemen informele contacten met de Vlaamse collega's. Initiatieven van mijzelf en van collega's zijn geregeld ter sprake gekomen in de Brusselse Raad en tonen aan dat er ook werkelijk iets is gebeurd. Zo verwijs ik naar het Centrum voor Gezondheidsobservatie waar een vertegenwoordiger van de Vlaamse Gemeenschap en een lid van de Vlaamse Gemeenschapscommissie met raadgevende stem de vergaderingen bijwonen. Ook het project Overleg Druggebruik Brussel creëerde voor de monocommunautaire sector een coördinerende stuurgroep om het beleid op elkaar af te stemmen. Bij de samenstelling van de Adviesraad voor Welzijn en Gezondheidszaken werd erover gewaakt dat vertegenwoordigers van de Vlaamse sector deelnemen aan de verschillende werkgroepen. Het Overlegplatform voor Geestelijke Gezondheidszorg voor Brussel-Hoofdstad associeert bicommunautaire instellingen en monocommunautaire instellingen, zowel Franstalige als Nederlandstalige. Ik verzeker u dat wij, uiteraard binnen de grenzen van het wettelijk kader voortdurend waarkzaam zijn om initiatieven op het terrein op een gelijke manier te laten behandelen voor Franstaligen en voor Nederlandstaligen.

Mevrouw Grouwels, ik deel uw mening ter zake. Er moeten formules worden gevonden om de Vlaamse Gemeenschap systematisch te betrekken bij het sluiten van akkoorden in de bicommunautaire sector. Over de wijze waarop dit moet geschieden moet overleg gepleegd worden met de Vlaamse Gemeenschap.

Nu antwoord ik op de interpellatie van de heer Vandebussche gericht tot Minister Harmel en mijzelf. Ik signaleer hem dat Minister Harmel en ikzelf verklaringen afleggen sprekend uit één mond. Wij nemen stellingen in waarover wij overleg hebben gepleegd alvorens te antwoorden. De heer Vandebussche moet dus niet denken dat hij van ieder van ons andere verklaringen moet verwachten. In instellingen moet worden samengewerkt, anders kunnen zij niet functioneren.

De middelenbegroting voor 1994 bevat twee artikels waarin bedragen worden opgenomen voor de terugbetaling van ten onrechte betaalde gelden. Het gaat hier om de aanzuivering van door de GGC betaalde sommen die verschuldigd zijn door de Franse Gemeenschapscommissie, ten bedrage van 69,4 miljoen, en door de Federale Staat, ten bedrage van 21,9 miljoen. Ik geef hierbij een kleine precisering. Door de administratie van de COCOF werd ongeveer 6,7 miljoen terugbetaald, maar de uitsplitsing van dit bedrag is ons niet bekend.

**De heer Michiel Vandebussche.** — Mijnheer de Minister, het gaat hier om betalingen van 1991. Is de detaillering nu nog niet bekend?

**De heer Jos Chabert**, lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Of het resterende saldo door de administratie van de COCOF reeds is gerecupereerd bij de diverse instellingen, is ons evenmin bekend.

Zoals ik in december 1993 beloofd heb werden de betrokken overheden aangemaand hun schulden te betalen en dit via brie-

ven van 23 maart 1994 aan de Franse Gemeenschapscommissie, en van 25 februari 1994 aan de Federale Minister van Volksgezondheid.

Op deze brieven is nog geen reactie gekomen. Eerstdaags komt er een herinneringsschrijven.

Wat het niet-recupereerbaar zijn van deze sommen betreft, baseert het Rekenhof zich wellicht op het gebrek aan succes betreffende de terugvordering tot op heden.

Het Verenigd College neemt zich echter voor de recuperatie van deze sommen te blijven eisen volgens de in de normale procedure voorkomende stappen, in eerste instantie het herinneringsschrijven en eventuele bilaterale contacten.

Gisteravond, ruim na het sluitingsuur van de administratie, heb ik van de heer Vandebussche nog een aanvullend faxbericht ontvangen. Hij zal begrijpen dat ik niet op al de concrete vragen die daarin werden gesteld, een gedetailleerd antwoord kan geven. Van zodra ik de nodige inlichtingen bij de administratie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie heb ingewonnen, zal ik hem echter schriftelijk al de gevraagde informatie bezorgen.

In antwoord op zijn meer algemene vragen, kan ik alvast bevestigen dat in de begroting 1994 de cijfers van de vroegere begroting opnieuw werden opgenomen, om op die manier de vaste politieke wil van het Verenigd College te bevestigen om die bedragen te recupereren. De cijfers werden vastgesteld op basis van gegevens waarover de administratie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie beschikt.

Onze vorderingen bij de Federale Staat staan in de federale begroting van 1994 ingeschreven. In de herinneringsbrief die ik samen met de heer Harmel zal versturen, vraag ik daarom dat de Federale Staat, in uitvoering van zijn begroting, de nodige ordonnanciering van dit bedrag uitvoert naar de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie toe. Alvast hier beweegt er dus een en ander. Het begrotingsengagement van de Federale Staat laat ons veronderstellen dat deze voor het einde van dit jaar zijn verplichtingen zal nakomen. Een gedeelte van het probleem zal dus binnen een redelijke termijn een oplossing krijgen.

In de begroting van de COCOF daarentegen is op geen enkele manier de terugbetaling van het te recupereren bedrag opgenomen. In de herinneringsbrief dring ik er daarom op aan dat dit bij het eerstvolgende aanpassingsblad bij de begroting van de COCOF zal gebeuren. Er bestaat geen enkele twijfel over het verschuldigde bedrag en over de afdwingbaarheid ervan. Als de COCOF desalniettemin niet op onze vraag ingaat, zal worden onderzocht welke middelen moeten worden aangewend om dit bedrag te recupereren. Over de verschillende methodes hiervoor wil ik hier niet uitweiden, aangezien dit een diepgaander juridisch onderzoek over de verhouding tussen de twee instellingen vereist.

Dit alles neemt niet weg dat ik de heer Vandebussche toch wil aansporen tot enige voorzichtigheid. Stellen dat hier sprake is van verduistering, is alleszins voorbarig. Ikzelf noch de heer Harmel beschikken over ook maar een aanwijzing in die richting. Overigens moet men toch over solide bewijzen beschikken, vooraleer dit woord in de mond te nemen. In dit geval zijn de bedragen heel duidelijk gegaan naar de federale overheid en naar de COCOF. Aangezien het bovendien over vaststaande gegevens gaat, is de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie perfect in staat om de schuldenaars aan te wijzen. De moeilijkheden inzake de recuperatie, die, zoals ik daarnet heb gezegd alleen nog voor de COCOF bestaan, betreffen in feite dus enkel een geschil tussen de instellingen. De inschakeling van het Hoog Comité van Toezicht, zoals de heer Vandebussche heeft gevraagd, lijkt mij daarom niet de juiste oplossing. Ik

houd mij dan ook voor in de twee herinneringsbrieven een termijn te bepalen waarbinnen ik van de Federale Staat en van de COCOF een antwoord wens. Na het verstrijken van de termijn zullen mijn Collega, Minister Harmel, en ikzelf niet nalaten u op de hoogte te brengen van de antwoorden. Mocht er opnieuw geen reactie komen, dan zal ik het resultaat meedelen van het onderzoek naar de volgende recuperatiemogelijkheden. Ik wil echter niet onmiddellijk een procedure inleiden omdat ik de mening ben toegedaan dat er binnen normale contacten, mogelijkheden tot oplossingen zijn.

De heer Cauwelier vroeg zich af hoe het komt dat er precies evenveel wordt uitgetrokken voor de ziekenhuizen van de privé-sector en de openbare sector, namelijk 95 miljoen en hoe het komt dat er steeds naar evenwichten moet worden gezocht. Mijnheer Cauwelier, het evenwicht op zich is zeker geen ondeugd. In dit geval werd er geen evenwicht nagestreefd. Wij hebben ons enkel gebaseerd op de schattingen van de administratie. De toekenning van 95 miljoen aan beide sectoren houdt gewoon verband met het tempo van de ordonnancieringen in beide sectoren. Meer moet u daar niet achter zoeken.

De heer Cauwelier heeft ook gevraagd of de verslagen over het Centrum voor de Maatschappelijke Documentatie zullen worden uitgebracht. Mijn antwoord is positief. Zij zullen aan de Begeleidingscommissie worden bezorgd die er gebruik van zal kunnen maken. Hij heeft ook gevraagd hoe ver het staat met het saneringsplan voor de ziekenhuizen. In de plaats van daar nu op in te gaan stel ik voor dat debat te houden ter gelegenheid van de bespreking van de begroting 1995. De beslissing werd door het gewest genomen. Het is niet uitgesloten dat wij voor 1995 het plan ter informatie aan het Adviescomité zullen voorleggen.

En ce qui concerne les 50 millions pour les traitements des membres de Cabinets, il s'agit d'un forfait demandé par le Gouvernement dans le cadre de l'ajustement du budget régional.

Le principe du forfait a été arrêté car il est difficile de scinder, à l'intérieur des Cabinets, les activités relevant exclusivement d'une matière. Certains collaborateurs traitent de matières régionales et bicommunautaires, d'autres de matières bicommunautaires et monocommunautaires. Scinder les traitements en fonction des heures prestées pour l'une ou l'autre matière est irréaliste, d'autant qu'il appartient au Service central des Dépenses du Ministère national des Finances de calculer les traitements. Pour des raisons pratiques, on a donc opté pour une participation forfaitaire au budget régional.

De heer Cauwelier heeft gevraagd die verdeling te spreiden over de Brusselse Raad, de VGC en de COCOF. Het bedrag wordt aan de Raad toegekend.

Tot slot wil ik nog zeggen dat het Rekenhof geen opmerkingen heeft gemaakt in verband met het aanpassingsblad van de GGC.

Mijnheer de Voorzitter, tot daar mijn antwoord op de verschillende vragen. (*Applaus.*)

**M. le Président.** — La parole est à M. Harmel, membre du Collège réuni.

**M. Dominique Harmel,** membre du Collège réuni compétant pour la Politique de Santé. — Monsieur le Président, Chers Collègues, j'aimerais d'abord mettre les choses au point. Si je n'étais pas là en début de séance, Monsieur Vandebussche, c'est parce que j'étais retenu dans une autre réunion, dans un Collège d'une autre Assemblée. N'ayez aucune crainte, je ne me promenais pas dans le parc pas plus que je ne flânais dans la ville!

**Une voix...** ou au match de football!

**M. Dominique Harmel**, membre du Collège réuni compétant pour la Politique de Santé. — Par ailleurs, je constate qu'un certain nombre d'intervenants aujourd'hui, dont les questions me semblent très pertinentes, n'étaient pas présents non plus en Commission. Je pense que l'on me fait ou que l'on essaie de faire aux membres du Gouvernement un certain nombre de reproches qu'il faudrait peut-être adresser aux membres qui posent ici, en séance publique, des questions qui auraient pu être posées et traitées en Commission. Je souffre donc difficilement la remarque qui consiste à dire que je ne suis pas là ou que j'évitais de venir ou encore que j'aurais des craintes de venir quand on sait que j'occupe mes fonctions actuelles depuis treize semaines à peine, que j'ai été chef de groupe à côté de vous pendant de nombreux mois, voire plusieurs années, que j'ai toujours été, en qualité de chef de groupe, extrêmement attentif à ce que les membres du Collège soient présents lors des discussions parlementaires, que je crois enfin avoir témoigné ma réelle attention lors des assemblées précédentes et que lors de la discussion du budget en Commission, vous n'en disconviendrez pas, je n'ai pas hésité à affronter le débat en toute sérénité puisque, je vous le rappelle, comme l'a expliqué à juste titre M. Chabert, nous avons décidé de parler de la même voix. Ainsi j'ai pu bénéficier d'une confiance oserais-je dire «aveugle» — dont je remercie mon Collègue — puisque j'ai pu, au nom du Collège, exprimer les éléments essentiels de cette modification budgétaire. Je voulais que cette rectification soit faite car je ne veux aucun malentendu entre nous. J'assume pleinement — et je le dis très clairement — la modification budgétaire telle qu'elle vous est proposée aujourd'hui et indépendamment du fait — il est peut-être utile de rappeler — qu'elle ait été décidée avant même que je ne prenne mes fonctions.

Le Ministre Chabert m'a donc accordé ce privilège — il sait combien j'aime les matières budgétaires — de vous présenter très brièvement la modification budgétaire que nous soumettons aujourd'hui à votre approbation.

Cette question est en réalité assez simple. Le point de départ est notre situation de trésorerie relativement importante, me semble-t-il : 1,67 milliard au 31 décembre 1990, 1,289 milliard au 31 décembre 1991, 1,513 milliard au 31 décembre 1992, 1,774 milliard au 31 décembre 1993. Vous avez certainement remarqué, dans les documents qui ont été imprimés, que ces montants qui sont donc de la trésorerie — j'insiste sur ce point — produisent un certain nombre d'intérêts créditeurs. L'opération qui vous est proposée aujourd'hui fait en sorte — et vous avez pu le remarquer dans le cadre du budget des voies et moyens — que les intérêts créditeurs sont diminués de 40 millions. Nous ferons appel — il ne faut pas le cacher — à ces moyens de trésorerie excédentaires, à concurrence de 642,6 millions. La vérité a ses droits et je trouverais inutile de soutenir ici une autre version.

Il est intéressant, me semble-t-il, d'examiner de quoi ce montant est composé : tout d'abord, une diminution de 40 millions des intérêts créditeurs, automatiquement, puisque la trésorerie diminue, du fait qu'on y fait appel. Nous avons demandé un effort spécial de 336 millions au Fonds d'aide sociale. Il s'agit des fameux 5 pour cent qui sont à charge de la CCC en faveur des CPAS. A cet égard, j'ai lu, avec beaucoup d'intérêt, que certains estimaient que l'on allait ainsi tuer les CPAS. Je vous rappelle que cette opération est neutre. C'est une opération comptable puisqu'il s'agissait, en réalité, d'un paiement que la Région faisait vers la CCC.

En ce qui concerne les dépenses — le Ministre Chabert vous en a parlé —, il faut donc noter les 50 millions de dépenses de Cabinet. Quelques petites modifications interviennent également, comme celles de deux fois 95 millions dans le cadre des investissements.

Partant de cette situation de trésorerie — je le répète, 1,774 milliard —, tenant compte de la situation en déséquilibre qu'on avance aujourd'hui, c'est-à-dire les 642 millions, il faut savoir qu'il restera en trésorerie l'équivalent de plus de 1,1 milliard.

Tout cela n'a aucun intérêt si nous ne savons pas quel est l'encours. Or, je vous rappelle que l'encours — ce sont les engagements pris sur les exercices précédents — s'élevait à un milliard au 31 décembre 1993, en ce non compris les montants d'investissements supplémentaires que nous allons effectuer et qu'il faut donc ordonnancer.

C'est vous dire combien le budget qui vous est présenté et qui demande indéniablement un effort de la Commission communautaire commune pour des raisons de trésorerie importante vers le budget régional est, dans mon esprit — je l'ai dit en commission et je le répète à loisir en séance publique — une opération unique qui ne peut pas être récurrente dans la mesure où cela pourrait, d'une manière ou d'une autre, mettre à mal le programme d'investissements auquel je suis tout spécialement attaché, comme mon Collègue, programme qui d'ailleurs est pluriannuel.

Nous précisons donc que cette opération a pu être faite grâce à un excédent de trésorerie ou, en tout cas, grâce à une trésorerie importante mais qui — il est bon de le rappeler — ne met nullement en péril le budget pour les exercices suivants, pour autant bien sûr que nous soyons attentifs à ne pas répéter ce genre d'opération, sans quoi nous pourrions créer la difficulté dans une autre assemblée, c'est-à-dire celle-ci, ce que je ne souhaite nullement.

J'ai donc exposé dans les grandes lignes les raisons de la modification budgétaire telle qu'elle vous est proposée aujourd'hui. Un certain nombre de questions ont été posées ; mon Collègue, M. Chabert, a répondu à certaines d'entre elles. Afin d'éviter les redites, j'aborderai donc celles qui n'ont pas été examinées.

Monsieur Guillaume, prenant notamment le document B 62/1, vous attirez notre attention sur la division 01, plus spécialement l'intitulé 01.01.12.01, et vous nous dites que les honoraires d'avocats et de médecins ont terriblement augmenté.

Je me permets de vous rendre attentif au fait qu'il ne s'agit pas de lire uniquement les libellés inscrits à la page 6 mais également ceux de la page 7. Vous ne pouvez pas vous limiter à la notion d'honoraires d'avocats, de médecins et frais de justice, vous devez prendre en considération aussi tout ce qui est repris en libellé à la page 7, c'est-à-dire les fournitures de biens et services, les locations des installations mécanographiques et des biens immobiliers des divers services du département.

Vous devez savoir que cette augmentation n'est rien d'autre en réalité que la prise en charge non de frais d'honoraires mais de loyers de services administratifs qui, jusqu'à présent, étaient pris en charge par la Région ; elle s'inscrit dans la même logique que celle de l'effort demandé à la Commission communautaire commune dans le cadre de la gestion de la division 00, celle des cabinets.

Je tiens à vous rassurer tout de suite. Il n'y a pas dans cette mesure la volonté de démultiplier les consultations et honoraires — mon Collègue M. Chabert a été longtemps avocat — mais uniquement celle de prendre en charge un certain nombre de loyers supportés par la Région.

Dans la prolongation de la réponse fournie par M. Chabert, je voudrais rappeler à Mme Grouwels que la fameuse subvention de 6 millions n'a pas été attribuée à la COCOF. J'ai déjà répondu à ce sujet en commission et je n'ai pas changé d'avis. Je

cite le rapport: le Ministre répond: « Une subvention à une ASBL — il ne s'agit pas d'une ASBL de la COCOF — qui gère paritairement un fonds destiné au remboursement des rémunérations des travailleurs délégués syndicaux suite à la mise en place d'une délégation syndicale intercentres. »

Je m'arrête quelque peu sur ce point parce que nous devons, me semble-t-il, être très fiers de cette innovation. Par ce biais, nous parvenons à permettre à un certain nombre d'ASBL spécialisées, qui n'ont pas les moyens de mettre en place des délégations syndicales, de se retrouver grâce aux subventions que nous leur accordons et d'envoyer un de leurs membres participer à cette délégation syndicale intercentres. C'est une meilleure approche des rapports qui doivent exister entre les différents membres du monde associatif et ses dirigeants. C'est un grand pas en avant qui permettra une plus grande consultation entre les uns et les autres.

J'attire aussi l'attention sur le fait que cette ASBL qui est gérée paritairement, renvoie des montants vers la CCC ou la Commission communautaire française en fonction des subventions accordées aux uns et aux autres. Je crois que la volonté est de mettre autour de la table l'ensemble des acteurs.

Pour le reste — et le Ministre vous a répondu à ce sujet —, je n'émet aucune objection à ce qu'il y ait une tentative avec la Communauté flamande en vue d'élargir le cercle. Tel est l'état de la question. C'est cela que nous souhaitons et rien d'autre.

M. Cauwelier nous a parlé de la problématique de la politique hospitalière et des hôpitaux publics. Comme pour M. le Ministre Chabert, ce dossier retient toute mon attention. Je crois très honnêtement que, dans le cadre de la modification budgétaire telle qu'elle nous est proposée aujourd'hui, nous aurons un débat puisque le mécanisme fonctionne via le Fonds de refinancement des trésoreries communales, des moyens, en réalité, qui sont régionaux puisqu'ils étaient destinés à venir en aide aux communes mères qui devaient prendre en charge le déficit des CPAS. Ce débat entre les Régions n'est pas à notre ordre du jour mais nous l'aurons sûrement et nous verrons où en est l'état du dossier au moment de discuter le budget 1995.

Je dirai à M. Vandebussche que M. le Ministre Chabert a répondu à la question relative au problème du remboursement par la COCOF. Nous ne devons pas nous lancer dans des expressions qui pourraient être excessives, parler de détournements. Je n'irai pas aussi loin. Des lettres ont été écrites par M. Chabert et par M. Thys. Nous continuerons à réclamer ce montant. Nous ne faisons pas de procès d'intention mais nous allons insister, tant M. Chabert que moi, pour que cette situation soit régularisée. Nous sommes à même de régler ce problème entre nous. Il n'est peut-être pas indispensable de demander l'aide du Comité supérieur de Contrôle ni d'engager des procédures judiciaires, car cela envenimerait le débat qui se déroule favorablement entre nous.

Je vous promets de m'attacher à la réalisation de ce dossier et de veiller à ce que, si des montants sont dus — ce qui semble le cas —, ils soient remboursés. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Vandebussche.

**De heer Michiel Vandebussche.** — Mijnheer de Voorzitter, eerst en vooral wijs ik Collegelid Harmel erop dat ik hem niet verweten heb dat hij vanmorgen niet in de vergadering aanwezig was. Ik heb wel de wens uitgedrukt dat ik een antwoord betreffende 69,4 miljoen frank zou krijgen van iemand die als lid van het Verenigd College en als lid van het College van de COCOF bij deze problematiek betrokken is.

Mijnheer Harmel, u zegt op het einde van uw uiteenzetting — ik kom straks terug op de uitleg van Collegelid Chabert — dat

ik daar allemaal niet teveel belang moet aan hechten, dat er zeker geen sprake is van geldverduistering en dat het geld zal worden terugbetaald.

Mijnheer Harmel, ik heb noch van u, noch van de heer Chabert een antwoord gehoord op de vraag die ik nu al twee jaar stel, namelijk waar dat geld gebleven is. Waar is die 69,4 miljoen frank? Dat bedrag is niet ingeschreven op de begroting van de COCOF. Dat is overigens nagegaan.

**De heer Jos Chabert,** lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Ik heb ook niet gezegd dat die som in de begroting van de COCOF is ingeschreven. Ik heb gezegd dat het geld nog bij de instellingen is, voor zover mijn informatie reikt.

**De heer Michiel Vandebussche.** — Mijnheer Chabert, u zegt op 22 december van vorig jaar dat u niet kunt controleren waar dat geld heen is. Mijn vraag is dan: wie kan dat dan wel?

Mijnheer Harmel, wanneer u zegt dat ik in de commissie aanwezig had moeten zijn, dan herinner ik u eraan dat ik geen lid ben van die commissie. Ik heb overigens wel de commissievergadering bijgewoond tijdens dewelke de begroting 1994 werd behandeld. Ik heb toen dezelfde vraag gesteld. Ik heb ze overigens in openbare vergadering van 22 december herhaald. Dus, u kende mijn vraag. Op die zo vaak herhaalde vraag, krijg ik vandaag maar één concreet antwoord, namelijk dat er twee brieven zijn geschreven, één op 23 februari en één op 23 maart en dat daarop nog geen reactie is gekomen. Heren, leden van het College, u beseft dan toch dat ik mij ten zeerste ongerust maak over waar dat geld is.

Mijnheer Chabert, u verklaart dat de COCOF in 1991 6,775 miljoen terugbetaald heeft. U hebt mij vorig jaar geantwoord dat u niet weet van welke instellingen dat geld vandaan komt. Vandaag antwoordt u mij net hetzelfde. U zegt dat u het nog niet weet.

**De heer Jos Chabert,** lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Ik lees u mijn antwoord voor: « Er werd door de administratie van de COCOF 6,7 miljoen terugbetaald. »

**De heer Michiel Vandebussche.** — Inderdaad, en leest u nu verder.

**De heer Jos Chabert,** lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — « Het detail van dit bedrag is ons niet bekend. »

**De heer Michiel Vandebussche.** — Mijnheer Chabert, u weet dus nog niet waar dat geld vandaan komt!

**De heer Jos Chabert,** lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Het komt van de administratie van de COCOF.

**De heer Michiel Vandebussche.** — U hebt vorig jaar op 22 december gezegd dat u niet wist van welke instelling het geld afkomstig is en u weet dat nog altijd niet. U weet ook niet waarom het slechts 6,775 miljoen is in plaats van 73 of 69 miljoen.

Ik heb begrepen dat het College geneigd is deze zaak ernstig te onderzoeken. Ik hoop dat ze tegen de bespreking van de begroting 1995 uitgeklaard is. (*Applaus bij de SP.*)

**M. le Président.** — La discussion générale conjointe est close.

De samengevoegde algemene bespreking is gesloten.

**PROJET D'ORDONNANCE AJUSTANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1994**

*Discussion des articles*

**ONTWERP VAN ORDONNANTIE HOUDENDE AANPASSING VAN DE MIDDELENBEGROTING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1994**

*Artikelsgewijze bespreking*

**M. le Président.** — Nous allons procéder maintenant à la discussion du tableau budgétaire et des articles du projet d'ordonnance.

Wij gaan over tot de bespreking van de begrotingstabel en de artikelsgewijze bespreking van het ontwerp van ordonnantie.

D'abord le tableau budgétaire.

Eerst de begrotingstabel.

Quelqu'un demande-t-il la parole sur un de ces articles? (Non.)

Vraagt iemand het woord bij een der artikelen van de tabel? (Neen.)

Les articles du tableau sont donc adoptés (voir doc. 60/1).

Dan zijn de artikelen van de tabel aangenomen (zie stuk 60/1).

Nous passons maintenant à la discussion des articles du projet d'ordonnance.

Wij vatten de artikelsgewijze bespreking van het ontwerp van ordonnantie.

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994.

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een materie bedoeld in artikel 135 van de Grondwet gecoördineerd op 17 februari 1994.

Pas d'observations?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 2.** Pour l'année budgétaire 1994, les recettes de la Commission communautaire commune sont réévaluées à 1 193 200 000 francs conformément au tableau ci-annexé.

**Art. 2.** Voor het begrotingsjaar 1994 worden de ontvangsten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie herhaard op 1 193 200 000 frank overeenkomstig de bijgevoegde tabel.

Pas d'observations?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 3.** Le Collège réuni est autorisé à couvrir l'excédent des dépenses sur les recettes par prélèvement sur les soldes positifs des années antérieures à concurrence de 642 600 000 francs.

**Art. 3.** Het Verenigd College wordt gemachtigd tot het dekken van het verschil tussen de uitgaven en de ontvangsten door voorafneming op de positieve saldi van de voorgaande jaren ten belope van 642 600 000 frank.

Pas d'observations?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 4.** La présente ordonnance entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Deze ordonnantie treedt in werking op de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Pas d'observations?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Premier ajustement 1994 des recettes générales

Art.	Désignation des recettes	Evaluation initiale 1994 par article	Premier ajustement	Ajusté
29.01	Intérêts créditeurs perçus durant l'année 1994, qui résultent des soldes de caisse et des placements	80,0	-40,0	40,0
46.01	Dotations en provenance du pouvoir central visée par l'article 65 de la loi spéciale du 16 janvier 1989	1 063,8	—	1 063,8
46.02	Dotations en provenance de la Région de Bruxelles-Capitale (Fonds spécial de l'aide sociale)	336,0	-336,0	0
38.01	Remboursements des paiements indus par les organismes et institutions privés	69,4	—	69,4
48.01	Remboursements des paiements indus par les organismes et institutions publics	20,0	—	20,0
06.01	Dons et legs	—	—	—
06.02	Produits divers	—	—	—
Totaux pour les recettes générales		1 569,2	-376,0	1 193,2

Eerste aanpassing 1994 van de algemene ontvangsten

Art.	Aanwijzing der opbrengsten	Initiële raming 1994	Eerste aanpassing	Aangepast
29.01	Créditintresten ontvangen gedurende het jaar 1994, die voortvloeien uit de kassaldi en beleggingen	80,0	-40,0	40,0
46.01	Dotatie van de centrale overheid bedoeld bij artikel 65 van de bijzondere wet van 16 januari 1989	1 063,8	—	1 063,8
46.02	Dotatie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Bijzonder Fonds voor Maatschappelijk Welzijn)	336,0	-336,0	0
38.01	Terugbetalingen door de privé-organismen en instellingen van ten onrechte gedane betalingen	69,4	—	69,4
48.01	Terugbetalingen door de openbare organismen en instellingen van ten onrechte gedane betalingen	20,0	—	20,0
06.01	Giften en legaten	—	—	—
06.02	Diverse opbrengsten	—	—	—
Totalen voor de algemene ontvangsten		1 569,2	-376,0	1 193,2

**M. le Président.** — Nous procéderons tout à l'heure au vote nominatif sur l'ensemble du projet d'ordonnance.

Wij zullen straks tot de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie overgaan.

**PROJET D'ORDONNANCE AJUSTANT LE BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1994**

*Discussion des articles*

**ONTWERP VAN ORDONNANTIE HOUDENDE AANPASSING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1994**

*Artikelsgewijze bespreking*

**M. le Président.** — Nous passons à la discussion des articles du projet d'ordonnance.

Wij gaan over tot de artikelsgewijze bespreking van het ontwerp van ordonnantie.

D'abord le tableau budgétaire.

Eerst de begrotingstabel.

Quelqu'un demande-t-il la parole sur un de ces articles? (Non.)

Vraagt iemand het woord bij een der artikelen van de tabel? (Neen.)

Les articles du tableau sont donc adoptés (voir doc. 61/1).

Dan zijn de artikelen van de tabel aangenomen (zie stuk 61/1).

Nous passons maintenant à la discussion des articles du projet d'ordonnance.

Wij vatten de artikelsgewijze bespreking aan van het ontwerp van ordonnantie.

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994.

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een materie bedoeld in artikel 135 van de Grondwet gecoördineerd op 17 februari 1994.

Pas d'observations?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 2.** Suite au contrôle budgétaire effectué en application de l'article 19 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, les crédits inscrits au Budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 1994 sont établis comme suit (en millions de francs):

	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Crédits non dissociés		
Initial	1 117,2	1 117,2
Crédits supplémentaires	76,6	76,6
Ajustés	1 193,8	1 193,8
Crédits dissociés		
Initial	610,0	452,0
Crédits supplémentaires	—	190,0
Ajusté	610,0	642,0
Total		
Initial	1 727,2	1 569,2
Ajusté	1 803,8	1 835,8

**Art. 2.** Ingevolge de begrotingscontrole uitgeoefend in uitvoering van artikel 19 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, worden de in de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1994 ingeschreven kredieten als volgt bevestigd (in miljoenen frank):



Séance plénière du vendredi 8 juillet 1994  
Plenaire vergadering van vrijdag 8 juli 1994

	Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
<b>Niet-gesplitste kredieten</b>		
Initiaal	1 117,2	1 117,2
Bijkredieten	76,6	76,6
Aangepast	1 193,8	1 193,8
<b>Gesplitste kredieten</b>		
Initiaal	610,0	452,0
Bijkredieten	—	190,0
Aangepast	610,0	642,0
<b>Totaal</b>		
Initiaal	1 727,2	1 569,2
Aangepast	1 803,8	1 835,8
Pas d'observations?		
Geen bezwaar?		
— Adopté.		
Aangenomen.		

**Art. 3, § 1<sup>er</sup>.** Le Collège réuni est autorisé à créer une nouvelle division 00 « Cabinets et Conseil ».

I. Annexe au projet d'ordonnance ajustant le budget général des dépenses de la Commission communautaire commune pour l'année 1994

§ 2. Le crédit inscrit à l'allocation de base 01.01 est versé au Budget des voies et moyens du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 3, § 1.** Het Verenigd College wordt gemachtigd een nieuwe afdeling 00 « Kabinetten en Raad » te creëren.

§ 2. Het krediet ingeschreven op de basisallocatie 01.01 wordt gestort op de Middelenbegroting van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Pas d'observations?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 4.** Le Collège réuni est autorisé à octroyer des subventions de fonctionnement à charge des allocations de base figurant dans le budget administratif et reprises ci-après :

— Habitations protégées

(AB 02.4.1.33.05)

— Projets d'accompagnement de victimes en milieu hospitalier — secteur privé

(AB 02.4.1.33.06)

I. Bijlage bij het ontwerp van ordonnantie houdende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1994

a) crédits non dissociés b) crédits d'ordonnancement c) crédits d'engagement	Programme Programma		initial 1994 initiaal	Ajustement Aanpassing	ajusté aangepast	a) niet-gesplitste kredieten b) ordonnanceringskredieten c) vastleggingskredieten
--	------------------------	--	-----------------------------	--------------------------	---------------------	---

DIVISION 00				AFDELING 00		
Cabinets et Conseil				Kabinetten en Raad		
Cabinets et Conseil	01	a)	0	50 000 000	50 000 000	Kabinetten en Raad
Total de la division 00		a)	0	50 000 000	50 000 000	Totaal van de afdeling 00
DIVISION 01				AFDELING 01		
Dépenses générales de l'Administration				Algemene uitgaven van de Administratie		
Substance	01	a)	77 400 000	5 300 000	82 700 000	Bestaansmiddelen
Total de la division 01		a)	77 400 000	5 300 000	82 700 000	Totaal van de afdeling 01
DIVISION 02				AFDELING 02		
Santé				Gezondheid		
Support de la politique en matière de santé	01	a)	11 000 000	—	11 000 000	Ondersteuning van het beleid inzake volksgezondheid
Prévention	02	a)	14 000 000	—	14 000 000	Preventie
Soins à domicile	03	a)	4 000 000	—	4 000 000	Thuisverzorging
Santé mentale	04	a)	109 800 000	7 500 000	117 300 000	Geestelijke gezondheidszorg

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune — Compte rendu intégral  
Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie — Volledig verslag

a) crédits non dissociés b) crédits d'ordonnancement c) crédits d'engagement	Programme Programma		initial 1994 initiaal	Ajustement Aanpassing	ajusté aangepast	a) niet-gesplitste kredieten b) ordonnanceringskredieten c) vastleggingskredieten
Investissements	05	b)	370 000 000	190 000 000	560 000 000	Investeringsen
		c)	420 000 000	—	420 000 000	
Total de la division 02		a)	138 800 000	7 500 000	146 300 000	Totaal van de afdeling 02
		b)	370 000 000	190 000 000	560 000 000	
		c)	420 000 000	—	420 000 000	
DIVISION 03			AFDELING 03			
Aide aux personnes			Bijstand aan personen			
Support de la politique en matière d'aide aux personnes	01	a)	36 000 000	1 300 000	37 300 000	Ondersteuning van het beleid inzake bijstand aan personen
Assistance spéciale	02	a)	25 000 000	—	25 000 000	Bijzondere steun
Politique en faveur des personnes handicapées	03	a)	231 000 000	—	231 000 000	Beleid ten voordele van gehandicapte personen
Aide sociale	04	a)	56 800 000	1 800 000	58 600 000	Sociale hulp
Politique en faveur des familles et des personnes âgées	05	a)	216 200 000	10 700 000	226 900 000	Beleid ten voordele van de gezinnen en de bejaarden
Fonds spécial de l'aide sociale	06	a)	336 000 000	—	336 000 000	Bijzonder fonds voor maatschappelijk welzijn
Investissements	07	b)	82 000 000	—	82 000 000	Investeringsen
		c)	190 000 000	—	190 000 000	
Total de la division 03		a)	901 000 000	13 800 000	914 800 000	Totaal van de afdeling 03
		b)	82 000 000	—	82 000 000	
		c)	190 000 000	—	190 000 000	
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>		a)	1 117 200 000	76 600 000	1 193 800 000	<b>ALGEMEEN TOTAAL DER UITGAVEN</b>
		b)	452 000 000	190 000 000	642 000 000	
		c)	610 000 000	—	610 000 000	

— Projets d'accompagnement de victimes en milieu hospitalier — secteur public

(AB 02.4.1.43.41)

— Achat de matériel informatique mis à disposition des CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale par la Commission communautaire commune

(AB 03.1.8.74.02)

**Art. 4.** Het Verenigd College wordt gemachtigd werkings-subsidies toe te kennen ten laste van volgende basisallocaties uit de administratieve begroting:

— Beschutte woningen

(BA 02.4.1.33.05)

— Projecten van slachtofferbegeleiding binnen het ziekenhuis-privé-sector

(BA 02.4.1.33.06)

— Projecten van slachtofferbegeleiding binnen het ziekenhuis — openbare sector

(BA 02.4.1.43.41)

— Aankoop van informaticamateriaal ter beschikking gesteld van de OCMW's van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

(BA 03.1.8.74.02)

Pas d'observations?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 5.** La présente ordonnance entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Deze ordonnantie treedt in werking op de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Pas d'observations?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

**M. le Président.** — Nous procéderons tout à l'heure au vote nominatif sur l'ensemble du projet d'ordonnance.

Wij zullen straks tot de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie overgaan.

#### MODIFICATIONS APPORTEES AU REGLEMENT

##### Discussion

#### WIJZIGINGEN AANGEBRACHT AAN HET REGLEMENT

##### Bespreking

**M. le Président.** — Mesdames, Messieurs, l'ordre du jour appelle la discussion des modifications apportées au Règlement.

Dames en heren, aan de orde is de bespreking van de wijzigingen aangebracht aan het Reglement.

Chers Collègues, le Bureau élargi a proposé que nous discutons, en Assemblée réunie, de l'ensemble des articles qui concernent également le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale. Conformément à la répartition des tâches fixées entre les deux rapporteurs, M. Demanze fera rapport sur tous les articles relatifs aux deux Assemblées.

Cet après-midi, en réunion du Conseil, nous discuterons des articles qui ne concernent que le Conseil: les articles 17bis, 36bis, 51, 87, ainsi que la proposition Drouart visant à introduire un point 7bis à l'article 8. Ces propositions feront l'objet d'un rapport en séance du Conseil cet après-midi.

Waarde Collega's, het Bureau in uitgebreide samenstelling heeft voorgesteld dat wij in de Verenigde Vergadering alle artikelen zouden bespreken die eveneens betrekking hebben op de Brusselse Hoofdstedelijke Raad. Overeenkomstig de verdeling van de taken tussen de rapporteurs, zal de heer Demanze verslag uitbrengen over alle artikelen betreffende de twee raden.

Deze namiddag zullen wij in de vergadering van de Raad artikelen bespreken die alleen betrekking hebben op de Raad: de artikelen 17bis, 36bis, 51, 87 en het voorstel Drouart dat ertoe strekt een punt 7bis in te voegen in artikel 8. Over deze voorstellen zal in de namiddagvergadering van de Raad verslag worden uitgebracht.

Le rapport sera exposé par M. Michiel Vandebussche.

Het rapport zal door de heer Michiel Vandebussche uitgebracht worden.

Cette façon de procéder évitera aux différents groupes de devoir intervenir deux fois.

Pas d'observations? (Non.)

Geen bezwaar? (Nee.)

Il en sera donc ainsi.

Aldus zal geschieden.

La discussion est ouverte.

De bespreking is geopend.

La parole est à M. Demanze, rapporteur.

**M. Jean Demanze.** — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Chers Collègues, je vous parlerai essentiellement de la modification du Règlement pour les articles qui concernent les deux Assemblées.

Mon Collègue, M. Michiel Vandebussche, et moi-même avons été désignés en qualité de rapporteurs pour suivre les travaux de la Commission spéciale du Règlement et essentiellement les trois aspects particuliers de ce règlement, dont nous nous partageons à la tribune l'évocation du rapport.

Ces trois aspects concernent les modifications apportées à la suite des nouvelles lois de réforme institutionnelle, un certain nombre de modifications techniques reprises à partir de la page 10 du rapport et, enfin, la modification du règlement à la suite du dépôt d'une proposition de M. Drouart visant à mieux cerner l'exercice des mandats et des fonctions pour les membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale. Cette troisième partie sera développée plus particulièrement par mon Collègue Michiel Vandebussche.

Pour ce qui concerne les travaux de la Commission, il y a lieu, tout d'abord, de remercier évidemment l'ensemble des commissaires, mais aussi les services du Conseil qui nous ont assistés de manière particulièrement efficace pendant la durée des travaux et pour la rédaction du rapport.

Il apparaissait d'évidence qu'il y avait lieu d'apporter des modifications, comme le remplacement du mot « Exécutif » par le mot « Gouvernement » dans plus de 25 articles.

Un article 74bis nouveau précise, d'une part, qu'une proposition d'ordonnance qui vise une matière pour laquelle s'impose une procédure d'avis, d'association ou de concertation entre l'autorité fédérale et la Région ou entre les entités fédérées, doit être renvoyée à la Commission de coopération avant d'être examinée par la Commission compétente.

Ce sont, en vertu de l'article 98bis nouveau, les Commissions compétentes du Conseil qui auront à traiter les propositions de règlements et de directives de la CEE. Il y a donc, en l'occurrence, éclatement selon les matières.

La Commission s'est inquiétée à cet égard de l'application de la proposition d'ordonnance du corapporteur, Michiel Vandebussche, portant transposition et mise en œuvre dans la Région de Bruxelles-Capitale du droit des Communautés européennes. Après discussion, il s'est révélé inopportun de modifier le Règlement sous cet aspect.

Pour ce qui concerne les modifications techniques par le biais de l'article 27.2, une priorité sera dorénavant réservée, outre au budget, aux projets d'ordonnances transposant des actes normatifs des Communautés européennes, à moins que le Bureau élargi n'en décide autrement.

La Commission n'a pas suivi le membre qui souhaitait voir insérer dans un article 27.4 un dispositif d'identification de propositions déposées sur un même objet. Il appartiendra à la Commission, comme par le passé, d'en décider l'éventuelle jonction.

Parmi les modifications importantes, il y a lieu de relever les dispositions contenues dans l'article 37bis (nouveau), à savoir la création d'une commission mixte commune aux quatre Assemblées chargées d'organiser une concertation entre la Région et les milieux de population d'origine étrangère.

Comme nous le savons, cette commission mixte est composée de 36 membres et peut apporter un avis sur tout ou partie d'un projet ou proposition débattu dans les Commissions permanentes et spéciales.

Le règlement prévoira dorénavant, par l'article 37ter, nouveau, une deuxième commission mixte commune aux quatre Assemblées, chargée d'organiser une concertation avec les organismes internationaux publics et privés établis en Région bruxelloise. Comme pour l'article 37bis, cette Commission peut être sollicitée pour tout avis émanant du Conseil, du Président du Conseil ou des commissions permanentes et spéciales. Elle comprend 24 membres dont 12 représentant les organismes internationaux.

Par l'article 66 modifié, le Président du Conseil est tenu de demander l'avis du Conseil d'Etat, à la requête d'un tiers au moins des membres du Conseil ou à la majorité des membres d'un groupe linguistique qui en font la demande, sur toutes matières relatives aux compétences. Si cette demande est exprimée en séance plénière, elle doit l'être oralement.

La Commission écarte par contre l'obligation pour le Conseil de fixer un délai de trente jours entre le dépôt d'une proposition et son adoption en séance plénière.

C'est par un article 81bis que le Règlement prévoira dorénavant l'obligation pour le Gouvernement d'exiger des notes d'orientation de politique qui seront mises sur le même pied que les déclarations gouvernementales.

L'article 83 disposera d'un point 2bis (nouveau) réglant, par le biais d'une motion motivée, dans quelle mesure les budgets administratifs sont conformes au contenu et aux objectifs du budget général des dépenses. Cette compétence revient à la Commission des Finances.

Quant à l'article 84bis (nouveau), il laisse au Conseil le soin de se prononcer sur les propositions de motions motivées relatives au budget administratif, sans en rendre obligatoire le passage par la Commission des Finances.

Enfin, l'article 96.2 prévoit qu'il y a lieu d'attendre la réponse du Gouvernement à une interpellation avant de déposer une motion motivée ainsi qu'un ordre du jour pur et simple. D'une manière générale, le Conseil se prononcera sur ces ordres du jour au cours d'une séance suivante, à une date la plus proche de celle où l'interpellation a été développée.

Je dois encore informer les honorables membres que le rapport dont je vous ai donné les éléments essentiels a été approuvé à l'unanimité des neuf membres présents. *(Applaudissements.)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Hasquin.

**M. Hervé Hasquin.** — Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à féliciter le rapporteur.

Le groupe PRL n'interviendra pas dans cette discussion. En effet, des points analogues figurent à l'ordre du jour du Conseil régional de Bruxelles-Capitale qui se réunira tout à l'heure. J'interviendrai alors au nom du groupe PRL sur l'ensemble de la problématique de notre règlement.

**M. le Président.** — La parole est à Mme Willame.

**Mme Magdeleine Willame-Boonen.** — Monsieur le Président, j'interviendrai également tout à l'heure lors de la réunion du CRB.

**M. le Président.** — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion, je la déclare close.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene bespreking gesloten.

Comme nous devons procéder aux votes concernant les modifications du règlement, article par article, je propose de ne pas procéder maintenant à la discussion des articles.

Pas d'observations? *(Non.)*

Geen bezwaar? *(Neen.)*

Il en sera ainsi.

Aldus zal geschieden.

Het woord is aan de heer Vandebussche.

**De heer Michiel Vandebussche.** — Mijnheer de Voorzitter, de stemmingen moeten niet alleen gebeuren in de Verenigde Vergadering, maar ook in de Hoofdstedelijke Raad.

**De Voorzitter.** — Stemmingen over een wijziging van het reglement gebeuren zowel in de Verenigde Vergadering als in de Hoofdstedelijke Raad met een bijzondere meerderheid.

**De heer Michiel Vandebussche.** — Mag ik dan veronderstellen dat één enkele stemming in de Verenigde Vergadering zal kunnen volstaan, mijnheer de Voorzitter?

**De Voorzitter.** — Inderdaad, mijnheer Vandebussche.

#### MONDELINGE VRAAG — QUESTION ORALE

**De Voorzitter.** — Aan de orde is de mondelinge vraag van de heer Cauwelier.

L'ordre du jour appelle la question orale de M. Cauwelier.

#### MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER DOLF CAUWELIER AAN DE HEREN JOS CHABERT EN DOMINIQUE HARMEL, LEDEN VAN HET VERENIGD COLLEGE BEVOEGD VOOR HET GEZONDHEIDSBELEID, BETREFFENDE «'DE ONBETAALBAARHEID VAN DE GEZONDHEIDSZORG VOOR BRUSSELSE KANSARMEN' ALS ONDERZOEKSTEMA VOOR HET CENTRUM VOOR GEZONDHEIDSOBSERVATIE»

#### QUESTION ORALE DE M. DOLF CAUWELIER A MM. JOS CHABERT ET DOMINIQUE HARMEL, MEMBRES DU COLLEGE REUNI COMPETENTS POUR LA POLITIQUE DE SANTE, CONCERNANT «LE CHOIX COMME THEME DE RECHERCHE, PAR L'OBSERVATOIRE DE LA SANTE, DE L'INCAPACITE QU'ONT LES PERSONNES DEFAVORISEES, A BRUXELLES, DE PAYER LES SOINS DE SANTE»

**De Voorzitter.** — De heer Cauwelier heeft het woord voor het stellen van de vraag.

**De heer Dolf Cauwelier.** — Mijnheer de Voorzitter, onlangs hebben de Collegeleden mij in het Bulletin van Vragen en Antwoorden een zeer uitvoerig en gedocumenteerd overzicht bezorgd van de thema's waarmee het Centrum voor Gezondheidsobservatie de eerstvolgende maanden en jaren wordt belast. Vermits dit Centrum mede door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt betaald en beheerd, meen ik dat wij het recht hebben het onderzoeksprogramma geregeld te actualiseren en er desgevallend nieuwe prioriteiten aan toe te voegen.

Door onder meer OCMW-Voorzitter Eylenbosch werd vastgesteld dat steeds meer Brusselaars onvoldoende financiële middelen hebben en/of niet meer in orde zijn met hun mutualiteit, zodat zij niet meer kunnen beschikken over de elementaire gezondheidszorg die normalerwijze in onze Westerse cultuur voorhanden moet zijn. Dit lijkt mij een belangrijk en acut onderzoeksthema te zijn. Tijdens de Raadszitting van 20 mei heb ik daarom gevraagd dat dit sociaal probleem als prioritaire onderzoeksvraag zou opgenomen worden door het Centrum voor Gezondheidsobservatie.

Vorige week heeft VUB-professor Fred Louckx een studie gepubliceerd over «Sociale ongelijkheid en verschillen in gezondheid». Hij komt tot analoge bevindingen. Bovendien drukt hij erop dat dit thema dringend moet worden opgenomen in de officiële Belgische gezondheidsobservatie. Ik vind dat onze Brusselse instellingen aan deze Brusselse professor gehoor moet geven. Het gebeurt niet dagelijks dat de Brusselse wetenschap met dergelijke sociale invalshoek kan pronken!

Daarom mijn tweeledige vraag:

1. Heeft het College na de Raadsvergadering van 20 mei er reeds werk gemaakt om dit uitermate sociale thema ter sprake te brengen in het Centrum voor Gezondheidsobservatie. Zo ja, wat heeft dit opgeleverd?

2. Heeft het College reeds de nodige stappen gedaan om de recente gezondheidsobservatie van het «Steunpunt Samenleving en Gezondheid» van VUB-professor Fred Louckx bij het Brussels centrum aan te bevelen?

**De Voorzitter.** — Het woord is aan Minister Chabert.

**De heer Jos Chabert,** lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Mijnheer de Voorzitter, ter gelegenheid van de goedkeuring van de overeenkomst met de partners die betrokken worden bij de opstelling van het verslag

kansarmoede voor het jaar 1994, besliste het Verenigd College het hoofdstuk « gezondheid » toe te vertrouwen aan het Centrum voor Gezondheidsobservatie.

Het Beheerscomité van het Centrum voor Gezondheidsobservatie bereidt het project voor. In een eerste fase zal het de sleutelfiguren ontmoeten om de gezondheidsindicatoren, de behoeften en de voorstellen voor een oplossing van deze problematiek te verzamelen. In een tweede fase zal een grondige analyse worden gemaakt van de gezondheidsbeleving, de toegankelijkheid, de opvolging enzovoort in bepaalde kansarme wijken.

Bedoeling is de verfijning van de indicatoren, zodat deze, gestuurd door de universiteiten en door deskundigen op het terrein, aan een specifieke observatie over langere tijd kunnen worden onderworpen.

Het Centrum voor Gezondheidsobservatie zal bovendien in contact treden met het Overlegplatform voor Geestelijke Gezondheidszorg, ten einde de relatie tussen geestelijke gezondheid en kansarmoede in het onderzoek te verwerken.

Het geheel van het project van het Centrum voor Gezondheidsobservatie zal door het Wetenschappelijk Comité van het Centrum Gezondheidsobservatie waarvan professor Louckx deel uitmaakt, worden gevolgd.

De steunpunten « Gezondheid en Samenleving » zijn een emanatie van de dienst Programmatie en Wetenschapsbeleid en omvatten een van de tien punten van dit onderzoeksprogramma op het vlak van de sociale wetenschappen.

Het Centrum voor Gezondheidsobservatie werkt mee zowel met de Franstalige ULB als de Nederlandstalige VUB voor de verzameling van de bestaande gegevensbanken. Het boek waarnaar het raadslid verwijst, is een compilatie van artikels geschreven naar aanleiding van een studiedag door het steunpunt georganiseerd met als thema « sociale ongelijkheid en verschillen in gezondheid ».

Bovendien maakt professor Louckx deel uit van het wetenschappelijk begeleidingscomité van het Centrum voor Gezondheidsobservatie en zal als dusdanig van nabij betrokken worden bij het project gezondheid en kansarmoede van het Centrum Gezondheidsobservatie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

**De Voorzitter.** — De heer Cauwelier heeft het woord.

**De heer Dolf Cauwelier.** — Mijnheer de Voorzitter, ik vind dit een goed antwoord.

**De Voorzitter.** — Het incident is gesloten.

La séance plénière de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune est close.

De plenaire vergadering van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is gesloten.

Prochaine séance plénière cet après-midi.

Volgende plenaire vergadering, vanmiddag.

— *La séance plénière est levée à 11 h 45.*

*De plenaire vergadering wordt gesloten om 11 u. 45.*